

RÉVOLUTION ou GUERRE

#11

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Semestriel – février 2019



Sommaire

À l'aube de confrontations massives entre les classes

Situation internationale

Luttes ouvrières et révoltes populaires, la responsabilité historique du prolétariat

Communiqué sur le mouvement des gilets jaunes (27 janvier 2019)

Ce que les ouvriers "gilets jaunes" peuvent apprendre de la lutte prolétarienne en Iran

Lénine et les gilets jaunes ?

Sur le rôle idéologique du néo-malthusianisme

Débat au sein du camp prolétarien

Thèses sur la question syndicale du *Gulf Coast Communist Fraction (USA)*

Commentaires sur les thèses du GCCF

Dix ans après la crise... (Tendance Communiste Internationaliste)

À propos de l'article de la TCI

Réponse de la Tendance Communiste Internationaliste

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

À l'aube de confrontations massives entre les classes	1
<i>Situation internationale</i>	
Luttes ouvrières et révoltes populaires : la responsabilité historique du prolétariat	3
Communiqué sur le mouvement des gilets jaunes (27 janvier 2019)	4
Contribution : "Ce que les ouvriers gilets jaunes peuvent apprendre de la lutte prolétarienne en Iran"	7
Lénine et les gilets jaunes ?	10
Sur le rôle idéologique du néo-malthusianisme	9
<i>Débat dans le camp prolétarien</i>	
Thèses sur la question syndicale du <i>Gulf Coast Communist Fraction</i> (USA).....	15
Commentaires sur les thèses du GCCF	17
<i>Comment se présente l'alternative historique "révolution ou guerre" ? :</i>	
Dix ans après l'éclatement de la crise, où en est l'économie mondiale (TCI)	21
À propos de l'article de la TCI : la question du cours historique, de la lutte des classes et du rôle du parti	24
Réponse de la Tendance Communiste Internationaliste	28

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

À l'aube de confrontations massives entre les classes

La succession d'événements *singuliers*, ou inédits si l'on préfère, au niveau mondial qui eussent paru encore improbables il y a deux ou trois ans, donnent le vertige et brisent les "idées reçues" et les certitudes. La conscience diffuse que le monde se trouve à la croisée des chemins et que le devenir de l'espèce humaine est en train de se jouer devient une idée assez répandue dans toutes les classes de la société. Les contradictions de tout ordre du monde capitaliste se sont accumulées et exacerbées dangereusement depuis la crise de 2008. Elles éclatent maintenant les unes après les autres. Leur deux principaux facteurs, la crise capitaliste et la guerre impérialiste, se nourrissent l'un l'autre. Ils annoncent ce que le capitalisme nous prépare s'il n'est pas abattu et détruit : la guerre impérialiste généralisée. Cette inter-action chaque jour plus directe entre la réalité de la crise et la perspective de la guerre généralisée se répercute en de multiples contradictions particulières affectant les autres dimensions de la société capitaliste. En éclatant à leur tour, elles provoquent des secousses diverses et, en premier lieu, dans les appareils politiques bourgeois de tous les pays, à commencer par les principales puissances impérialistes : *l'imprévisible* Trump, l'insoluble Brexit, la paralysie croissante de l'Union Européenne, les "populistes" au pouvoir au Brésil, en Italie, en Europe de l'Est, etc.¹ Mais à leur tour, loin de les résoudre, ces bouleversements politiques exacerbent la crise capitaliste et la guerre impérialiste. La caricature Trump l'illustre ô combien en tant que personnage et agent de l'un et de l'autre.

Inexorablement, le capitalisme entraîne l'humanité dans encore plus de misères et de souffrances économiques et guerrières. En réalité, l'alternative est entre Révolution prolétarienne internationale ou une 3^e Guerre impérialiste mondiale. Non seulement ce *choix* va-t-il se poser à terme mais d'ores et déjà il détermine les approches et les réponses apportées aux différentes situations et conflits par les classes sociales. Pour la classe dominante, nul ne peut en douter : attaques économiques, politique et idéologiques associées étroitement avec répression massive contre les classes exploitées, et tout particulièrement contre le prolétariat, sont au cœur de ses politiques dans tous les pays. Affronter le prolétariat international économiquement, en abaissant encore plus le prix de sa force de travail,

mais surtout politiquement et physiquement – par la répression sanglante – est pour le capitalisme un préalable nécessaire avant de s'engager efficacement contre les rivaux dans la guerre généralisée et avec un minimum d'assurance face au risque révolutionnaire.

En réaction, il en résulte un éclatement et un renouveau de luttes ouvrières et sociales dont nous ne pouvons faire la liste ici mais qui se développent sur tous les continents. La dynamique de grève de masse qui a parcouru l'Iran et les pays voisins tout au long de 2018, la grève sauvage de Matamoros et du nord du Mexique actuellement encore en cours et affectant les usines *maquiladoras* fournissant principalement les États-Unis, les grèves d'instituteurs américains au sein même de la première puissance impérialiste et, à sa manière, le mouvement des gilets jaunes en France donnent le *La*, le signal, de la lutte ouvrière internationale. Les confrontations massives historiquement décisives entre les classes ont commencé. Elles décideront de la marche à la guerre généralisée ou bien de l'ouverture possible d'une période révolutionnaire.

Le prolétariat aborde ces confrontations de masse avec des forces et des faiblesses. Une de ces dernières réside dans l'insignifiante réalité de ses minorités politiques d'avant-garde et de leur influence en son sein ; et dans la faiblesse et la dispersion de ses groupes communistes en tant qu'expressions les plus développées de sa conscience de classe. Si les premières sont en grande partie dues à des conditions objectives et des dimensions sur lesquelles les révolutionnaires ne peuvent agir que partiellement – ils le doivent néanmoins autant que faire ce peut –, les secondes leur sont propres et il n'appartient qu'à eux d'œuvrer activement à leur dépassement. Regrouper, débattre, clarifier, agir de concert, parler ensemble sinon d'une seule voix quand c'est possible, sont de leur ressort et de leur responsabilité. S'engager résolument et avec conviction dans cette voie c'est participer à l'activation du réveil de classe et des luttes d'une part et, à terme, au regroupement en parti international des forces communistes les plus dynamiques. Et plus concrètement, c'est se préparer et participer activement aux confrontations de classe qui surgissent sous nos yeux.

Le GIGC, 7 février 2019.

Erratum

Dans *Révolution ou Guerre* #10, dans la note 29 de la page 12, nous avons par erreur attribué la dernière citation de notre texte à Rosa Luxemburg alors qu'elle vient en fait de Karl Kautsky.

1 . Seuls les régimes dits "autoritaires" semblent rester stables. Mais précisément le régime chinois ou celui de Poutine en Russie, pour ne citer que ces deux et pour des raisons historiques qui sont propres à chaque capitalisme national, correspondent tout à fait à la période actuelle de rivalités et de guerres impérialistes... tant qu'ils arrivent à maintenir leur prolétariat sous contrôle ce qui devient de plus en plus difficile pour la bourgeoisie chinoise.

Situation internationale

Luttes ouvrières et révoltes populaires : la responsabilité historique du prolétariat dans la période présente

Les grèves ouvrières et les révoltes populaires contre la misère capitaliste se sont multipliées ces derniers temps tout autour du globe. Tous les continents sont touchés. Ne serait-ce que depuis décembre 2018, des grèves de dizaines de milliers de travailleurs se sont déclarées en Inde à Calcutta, au Bangladesh dans plus de quatre-vingt usines de textile – des ouvrières essentiellement –, au Cambodge, en Chine, au Chili à Valparaiso, en Roumanie et en Hongrie à l'usine d'Audi. Nombre de ces grèves sont "sauvages", c'est-à-dire sans syndicat, parfois même contre les syndicats. Presque toutes gagnent la rue, bloquent les routes et s'affrontent à la police. Dans le même temps, des révoltes populaires dans lesquelles les prolétaires se mêlent aux sans-emploi, aux déclassés, aux petit-boutiquiers ou *auto-entrepreneurs* de toute sorte ont éclaté au Soudan, au Maroc, en Tunisie, en Irak à Bassorah s'additionnant ainsi aux grèves et manifestations ouvrières. Prise en soi, cette recrudescence de luttes et de révoltes contre la misère et la faim pourrait sembler n'exprimer qu'un phénomène constant de la vie du capitalisme. Mais l'observateur attentif ne pourra manquer de s'interroger sur la simultanéité et la radicalité croissantes de ces luttes sociales et le révolutionnaire de relever quatre luttes particulières qui indiquent que la lutte des classes internationale aborde un nouveau chapitre de son histoire.

Dynamique de grève de masse en Iran et au Mexique

C'est un véritable phénomène de *grève de masse* qu'a connu l'Iran, affectant les pays voisins comme l'Irak, durant l'année 2018 dont le foyer principal furent l'usine de sucre de la ville Haft Tapeh et l'usine sidérurgique de la ville d'Hawaz dans la région du Khouzistan². La vague de lutte démarra dans la région de Markarzi. « Le 16 février 2018, les ouvriers en rage de l'usine Hepco de la ville d'Arak manifestèrent pour le paiement d'arriérés de salaires vieux de 18 mois. Avec amertume et humour noir, ils crièrent "mort au travailleur, paix pour les oppresseurs". Les jours suivants, il y eut plus de manifestations avec de nouveaux slogans : "les ouvriers désespérés doivent être exécutés" ; "un financier

corrompu doit être libéré". Ces slogans résonnèrent dans tout le pays. Au cours des semaines suivantes, le contenu des slogans devint plus tranché et se moquait des mots d'ordre "anti-impérialiste" du régime : "ils ne paient pas nos salaires, mort à l'Amérique". Ensuite les sarcasmes furent abandonnés et le régime plus directement visé : "Écoutez-nous imams du vendredi, nous sommes des travailleurs pas une populace" ou encore "notre ennemi est ici, c'est bidon de dire que c'est l'Amérique" » (Tendance Communiste Internationaliste, Iran : guerre de classe contre les prétentions impérialistes³). Aujourd'hui encore, et alors que les mobilisations perdurent à Hawaz et Haft Tapeh, manifestations et révoltes, souvent de femmes, continuent dans le pays jusqu'à Téhéran au cri de « pain, travail, liberté ». Outre la dynamique de *grève de masse* dans laquelle grèves, manifestations, révoltes, voire émeutes se propagent à tout le pays, parfois s'arrête ou baisse d'intensité, pour mieux repartir et exploser de nouveau ici ou ailleurs, l'autre force de cette lutte prolétarienne est de se développer dans un pays en état de guerre, qui intervient militairement en Syrie, en Irak, voire au Yémen, et dont les ambitions impérialistes sont fragilisées, voire contrecarrées directement, par ces luttes et ce climat de révolte sociale.

C'est la même dynamique de classe qui a vu, voit encore à l'heure où nous écrivons, près d'une centaine de milliers d'ouvriers – là-aussi beaucoup de femmes – s'engager dans une lutte "sauvage", contre les syndicats, dans les usines d'assemblage, les *maquiladoras*, du nord du Mexique à Matamoros en particulier. Au bout de trois semaines de lutte, une vingtaine d'entreprises sur la trentaine en grève ont dû céder à une partie des revendications ouvrières augmentant les salaires de 20 % et octroyant une prime de 1700 dollars US. Le nouveau président mexicain de gauche, Lopez Obrador, a dû intervenir et menacer d'envoyer l'armée. « Nous recherchons la conciliation et l'accord surtout à Matamoros », a-t-il dit. « Il n'est pas conforme qu'ils n'aient pas trouvé d'accord. Il semble que les travailleurs se soient rebellés contre leurs dirigeants syndicaux, et l'affaire est devenue incontrôlable »⁴. Au même moment, des milliers d'enseignants du Michoacan bloquaient les routes et « 200 trains au total ont été bloqués ce qui explique que les pièces automobiles,

2 . Nous renvoyons le lecteur aux articles de la Tendance Communiste Internationaliste et de Nuevo Curso en particulier qui ont décrit les événements et comment les ouvriers s'organisèrent en véritable "shora", ce qui veut dire conseil ouvrier, du moins en comité de grève pour organiser et étendre la lutte et pour faire face à la répression.

3 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2018-05-10/iran-class-war-against-imperialist-pretensions>.

4 . <https://libcom.org/news/maquiladora-strike-set-expand-amlo-shows-his-true-colors-24012019>.

l'essence et les céréales importées font partie des produits qui n'ont pas pu atteindre leur destination » (Mexico News, 28 janvier 2019 ⁵).

La dynamique de la grève de masse, aussi confuse et chaotique puisse-t-elle apparaître à beaucoup, porte en elle, du fait de son opposition frontale au capitalisme, l'affirmation du prolétariat comme classe et sa confrontation à l'État capitaliste lui-même tant au plan politique, contre le gouvernement, contre les syndicats et les partis bourgeois – y compris de gauche –, que face à la violence et à la répression étatique. En ce sens, les ouvriers de Matamoros et ceux d'Haft Tapeh indiquent la voie à suivre pour le prolétariat international.

Ils montrent le chemin à leurs frères et sœurs de classe de l'autre côté du *mur* qui obsède tant Trump. Les grèves qui touchent depuis plusieurs mois le secteur de l'enseignement, principalement des institutrices-instituteurs, aux États-Unis, région après région, dernièrement à Los Angeles et à Denver, prend dans ce contexte général de luttes internationales une signification de la plus haute importance. La classe ouvrière américaine, celle de la première puissance impérialiste, celle où la bourgeoisie a finalement choisi Trump, soi-disant élu par les "cols bleus", existe et lutte elle-aussi. En l'occurrence, l'impact et l'écho des luttes au Mexique se répercutant de manière quasi directe aux États-Unis, en luttant les ouvriers tendent à transformer la frontière qui sépare les deux pays en un pont conduisant à l'unité des deux prolétariats.

Grève de masse et révoltes populaires

Nous l'avons relevé, il est un autre type de luttes sociales qui tend aussi à se généraliser : celui des révoltes populaires. Qu'elles soient contre la faim, contre l'absence de nourriture ou d'emploi, voire contre la répression, qu'elles aient lieu au Soudan, aux pays du Maghreb, à Bassorah en Irak, en Jordanie, parfois dans des pays d'Amérique dite latine, et quelles qu'en soient les formes d'expression, manifestations, émeutes, voire pillages, ces révoltes se dressent contre la misère généralisée. Même si de nombreux prolétaires y participent directement ou indirectement, la plupart du temps ces révoltes tendent à s'identifier au peuple plutôt qu'à une classe. De ce fait, elles sont d'autant plus facilement la proie des pièges nationalistes et démocratiques et se terminent souvent en impasse, voire en défaite sanglante. Il en fut ainsi lors des *printemps arabes* de 2010, le drame syrien en étant l'expression la plus barbare.

Mais avouons-le, nous étions loin d'imaginer qu'un mouvement de ce type, regroupant des classes et couches sociales diverses puisse éclater et modifier autant la situation politique dans un des principaux pays

européens comme la France. Le deuxième communiqué, ci-après, que nous avons publié le 27 janvier sur le mouvement des gilets jaunes fournit, nous l'espérons, les principaux éléments et arguments pour comprendre la réalité de cette lutte particulière et ses enjeux politiques.

Il est certain que le mouvement des gilets jaunes marquera *un avant et un après* dans la dynamique des conflits de classe en France. En particulier et d'une certaine manière, ils répondent – du moins leur composante ouvrière – aux échecs des *cheminots du printemps 2018* ⁶ et de *la lutte contre la loi-travail* en 2016. Il indique que la tactique des journées d'action syndicale ne suffira plus à contrôler la classe ouvrière et à la détourner de l'affrontement politique contre l'État et tout son appareil. L'écho international qu'il a reçu laissera aussi des traces et fournira une expérience pour l'ensemble du prolétariat international de par ses caractéristiques et, en particulier, de par son degré d'affrontement avec l'État. Il pose aussi beaucoup de questions aux ouvriers combattifs et aux révolutionnaires que ceux-ci auraient tort, surtout une fois les gilets jaunes clairement dans l'impuissance politique, d'ignorer comme s'ils pouvaient – comme si nous pouvions – revenir à nos certitudes et schémas antérieurs. Même si c'est fondamentalement juste, il serait sans intérêt d'expliquer de manière fataliste l'échec des gilets jaunes par le seul fait que le prolétariat, comme classe, ne soit pas entré directement en lutte ouverte. Certes, il est la seule force qui puisse fournir une véritable perspective à ce type de mouvements et révoltes "populaires" et les sortir de l'impasse politique dans laquelle leur caractère interclassiste les condamne. Il n'en reste pas moins que l'attitude concrète du prolétariat comme tel face à l'éclatement de ce type de révoltes sociales qui ne peuvent que se multiplier, et donc l'orientation de l'intervention des groupes communistes, doit être réfléchie et clarifiée.

D'où l'intérêt de la contribution d'un camarade des Pays-Bas que nous reproduisons ci-après notre communiqué. Tout commentaire ou réponse sur les deux documents seront les bienvenus. La période de confrontations massives entre les classes qui s'ouvre ne manquera pas, elle le fait déjà, de poser de nouvelles questions et de nouveaux problèmes au prolétariat et à ses minorités politiques.

RL, 1er février 2019.

⁵ . <https://mexiconewsdaily.com/news/teachers-get-another-800mn-pesos/>.

⁶ . Cf. RG #10 : <http://igcl.org/Rapide-bilan-de-la-defaite-des-et> RG #6 : <http://igcl.org/Reflexions-et-bilan-sur-la-lutte>.

Communiqué sur le mouvement des gilets jaunes en France – 27 janvier 2019

Le onzième samedi du mouvement des gilets jaunes en France, le 26 janvier 2019, a vu la mobilisation se maintenir un peu partout en France. Selon la police, il y a eu 69 000 manifestants dans tout le pays. Il est pourtant évident que le chiffre est largement minoré : elle annonçait 2500 manifestants à Paris alors qu'il y en avait bien entre 8000 à 10000 lorsque les deux principaux cortèges se sont rejoints à 16 heures à la Bastille. Les affrontements qui ont alors éclaté ont permis à la police de disperser la foule qui allait se réunir sur la place. Mais peu importe en vérité le chiffre exact. Le fait est que ce mouvement des gilets jaunes exprime une rage et une volonté d'opposition à la misère croissante imposée et promise par le capitalisme et de confrontation à l'État que la bourgeoisie n'arrive pas à éteindre. Tout comme les grèves en Iran de 2018 ou encore la grève de masse de dizaines de milliers d'ouvriers du nord de Mexique en ce moment-même, pour ne citer que celles-ci⁷, la radicalité, la combativité, l'obstination de ce mouvement des gilets jaunes signale le degré atteint par les antagonismes de classe et le fait que nous sommes entrés dans une nouvelle période de confrontations massives entre les classes au niveau mondial. Ce climat généralisé de révolte sociale potentielle, et en partie déjà en acte, est pour l'essentiel la résultante des effets de la crise de 2008 qui se font toujours sentir et qui exacerbent les contradictions actuelles de tout ordre, politique, écologique, impérialiste, migratoire, social, etc. du capitalisme. Aujourd'hui, ces contradictions se sont accumulées et elles explosent les unes après les autres. Dans ce climat international de révolte sociale générale en devenir, le "ralentissement de la croissance mondiale" – pour reprendre les termes des économistes bourgeois – et les risques de krach financier et boursier ne peuvent qu'accentuer cette ambiance *de fin de monde*, de fin du monde capitaliste pour être exact, et porter les générations actuelles de prolétaires à la nécessité, à la conscience et la volonté de s'opposer à la misère du capitalisme et à la guerre généralisée qu'il nous prépare et, finalement, de le détruire. L'ensemble de la classe capitaliste, du moins ses fractions les plus éclairées, s'en inquiète au point que « *les éminences réunies au sommet de Davos estiment qu'il est temps de "remoraliser" la globalisation (dixit Klaus Schwab, fondateur du Forum économique mondial) et de rechercher les voies d'une économie mondiale "plus inclusive"* » (Libération, 23 janvier 2019) et que les États s'y préparent déjà tant au plan politique qu'au plan de la répression violente et massive.

Mais avant de revenir sur la situation en France de cette

7 . Des États-Unis à la Chine, en passant par l'Afrique et tous les continents, grèves et conflits tendent à se multiplier ces derniers mois...

fin de janvier, il convient de faire un bref résumé des événements depuis le communiqué que nous avons publié le 2 décembre pour les lecteurs qui ne vivent pas en France et n'ont pas pu suivre de près le cours de la situation. Les affrontements violents du 2 décembre autour de l'Arc de Triomphe à Paris mais aussi en province, y compris dans des toutes petites villes, et la rage qu'ils exprimaient ont surpris, et même en partie paniqué, la fraction des quadragénaires de Macron au pouvoir pour qui, formés dans les écoles de commerce et au management, la lutte des classes avait disparu. Il a fallu le renfort d'autres fractions politiques, Sarkozy en particulier, et de grands patrons, pour imposer à Macron le fait qu'il devait faire des "concessions"⁸. À ce moment là, les médias se lamentaient du fait que les gilets jaunes n'avaient pas de leaders "avec qui négocier" tout comme du fait que les syndicats étaient discrédités et impuissants. Ce n'est qu'à la veille au soir de la manifestation du 8 décembre qu'un véritable premier contact s'est fait avec les principaux porte-paroles des gilets jaunes qui furent reçus par le Premier ministre et qui, à leur sortie, déclarèrent qu'ils attendaient une déclaration de Macron qu'on leur avait promise pour la semaine suivante. Ils lui redonnaient ainsi l'initiative et la contre-offensive politique de l'État se mettaient en place. Les manifestations du 8 furent aussi massives et violentes que celles du samedi précédent. Le lundi 10, Macron annonça une augmentation de 100 euros du SMIC – en fait une prime saurons-nous dans les jours suivants – et quelques autres mesures. En soi, elles ne sont que des concessions marginales même si elles vont contraindre le gouvernement à présenter un déficit budgétaire au-delà des 3% requis par l'Union Européenne⁹. Politiquement, elles représentent cependant le premier véritable recul significatif de l'État face à une mobilisation massive depuis... 1968. Mais surtout, à l'occasion du 1er janvier, Macron annonce l'organisation d'un grand débat national planifié jusqu'au 15 mars (!) pour répondre à la revendication des gilets

8 . À ce titre, si le gouvernement et Macron ne comprirent pas ce qui se passait jusqu'au 10 décembre, l'appareil d'État comme un tout, à commencer par sa police, en passant par les syndicats et jusqu'aux autres forces politiques bourgeoises (dont l'ancien parti de Sarkozy mais aussi le PS) n'a à aucun moment perdu le contrôle de la situation. Contrairement à ce que des médias laissent à entendre, nous étions loin d'une situation insurrectionnelle, voire révolutionnaire, même au plus fort des affrontements du 2 décembre. Macron et le gouvernement ont vacillé. Pas l'appareil d'État comme un tout, loin s'en faut.

9 . Macron s'était engagé à la respecter... surtout pour asseoir son crédit international – impérialiste – auprès de la bourgeoisie allemande. De ce point de vue, le mouvement des gilets jaunes a affaibli le crédit et l'autorité de Macron auprès de ses alliés européens censé redonner à l'impérialisme français une place plus centrale, en particulier pour animer le renforcement de l'axe impérialiste germano-français.

jaunes sur une démocratie directe et, plus particulièrement, sur celle d'un "référendum d'initiative populaire".

Depuis lors, c'est cette revendication typiquement petite-bourgeoise que l'ensemble de l'appareil d'État a repris à son compte et imposé comme question centrale de la situation faisant passer au second plan, sinon oublier, les revendications d'ordre salarial et de conditions de vie. En parallèle, la gestion des manifestations hebdomadaires s'est limitée alors à la répression violente qui, outre les milliers de victimes graves causés par les flash-ball et les grenades de désencerclement (les deux interdits dans la plupart des pays européens), visait à réduire la popularité massive du mouvement dans "l'opinion publique". En cette occasion, les discours officiels des politiciens, des médias et des éditorialistes rivalisaient d'appel à la répression la plus brutale et de morgue pour ce "peuple stupide, haineux, factieux, voire fasciste" : un ancien ministre de... l'Éducation de Sarkozy, philosophe de profession et grand bourgeois délicat et distingué des beaux quartiers de Paris de son état, appela même les policiers à se servir « *de leurs armes une bonne fois ! (...)* Ça suffit, ces nervis d'extrême droite et extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper des policiers. (...) *On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies !* » (Luc Ferry, Radio Classique, 8 janvier 2019). La haine de classe des Versaillais de mai 1871 face aux communards parisiens ne demande qu'à resurgir. Même s'il faut relever que ces discours provocateurs appelant à la répression généralisée et jusqu'au meurtre ont sans doute eu pour effet de participer à relancer la mobilisation des gilets jaunes, il n'en reste pas moins que depuis lors, l'initiative politique est restée dans les mains de la bourgeoisie. L'ensemble de l'appareil d'État s'est alors mobilisé pour focaliser toute la vie politique autour de l'organisation de ce "grand débat" : le président, les ministres, les députés, les préfets, les maires de villes et de villages, les médias, l'ensemble des partis politiques, jusqu'à faire que les gilets jaunes eux-mêmes se divisent entre eux sur le fait d'y participer ou non. Et y compris, ceux qui prônaient la non participation, pensant à juste titre qu'il ne s'agissait que d'un "enfumage", et en l'absence d'autre perspective de lutte, se sont enfermés dans l'impasse en justifiant le maintien des manifestations par la nécessité de faire pression sur le... grand débat ! La boucle est bouclée. Il ne suffit plus que de la serrer petit à petit sans briser la corde par une maladresse ¹⁰.

10 . Hier, 26 janvier, un des porte-paroles très populaire et "pacifiste", Jérôme Rodrigues a reçu un tir de flashball à l'œil alors qu'il filmait la scène – un Facebook live – et qu'il appelait les gilets jaunes à quitter la place de la Bastille. Et alors qu'il n'y avait aucun affrontement ou danger quelconque pour les policiers à ce moment-là . Il risque de le perdre définitivement et a été mis sous coma artificielle selon la presse de ce matin. Un tel dérapage peut très bien occasionner un sursaut de la mobilisation, voire en

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Le terrain est balisé par la bourgeoisie qui détient le timing des événements... jusqu'à l'appel du principal syndicat, la CGT, à une journée d'action et de grève pour le 5 février à laquelle les gilets jaunes les plus "radicaux" avec l'aide des trotskistes, NPA en particulier, appellent à se joindre pour une grève illimitée. Au cas où l'incendie reprendrait, le contre-feu est déjà en place. Le tour est joué et tous les terrains sont occupés maintenant par l'ensemble de l'appareil étatique bourgeois. Seules la rage et la colère peuvent maintenir plus ou moins longtemps les mobilisations du samedi.

Le mouvement des gilets jaunes se trouve donc aujourd'hui dans une impasse politique sans réelle perspective alors même que le gouvernement Macron et, derrière lui, l'ensemble de l'appareil d'État ont repris la maîtrise des événements. Ce qui faisait la force et le dynamisme du mouvement des gilets jaunes dans un premier temps, jusqu'à la déclaration de Macron du 10 décembre pouvons nous dire, est devenu sa faiblesse et ses limites une fois que le gouvernement eut repris l'initiative politique. Son caractère "interclassiste", s'identifiant au peuple français et non à la classe prolétarienne, a alimenté et entretenu les illusions sur la démocratie du peuple, c'est-à-dire de fait la démocratie bourgeoise, et a fait que les revendications de classe qui tendaient à émerger sont maintenant noyées et étouffées au profit d'un référendum d'initiative citoyenne et, finalement, au profit de l'organisation par le gouvernement et l'État d'un grand débat national sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Or même les comités locaux de gilets jaunes les plus liés à la classe ouvrière, dans les limites de notre connaissance, comme ceux de Commercy et de Saint Nazaire, sont entraînés sur le terrain de l'impasse, de "l'auto-organisation" et de la mystification idéologique de la démocratie au nom du peuple :

« Depuis Commercy, nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux. Fort du succès de notre 1er appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement, en janvier, ici à Commercy, avec des délégués de toute la France, pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun. Nous vous proposons également, d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement. Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation. Ensemble, créons l'assemblée des assemblées, la Commune des communes C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.

La mise en place de structures d'auto-organisation telles que les Assemblées Générales est aujourd'hui un enjeu

changer les termes et le timing tels que le gouvernement a réussi à les installer jusqu'alors.

central pour le mouvement des Gilets Jaunes. VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, ET POUR LE PEUPLE ! » (Deuxième appel des gilets jaunes de Commercy, 30 décembre 2018 ¹¹).

Dans la confusion générale et l'hétérogénéité sociale qui régnaient, et continue de régner, au sein des gilets jaunes, seul le maintien des revendications salariales, augmentation du SMIC et des salaires, "indexation" des retraites pour ne citer que les principales, peut asseoir leur combat et rejeter le terrain du démocratisme bourgeois dans lequel le "grand débat" veut les enfermer et les étouffer. L'augmentation des salaires et du "pouvoir d'achat" était, est encore au moment où nous écrivons, la seule revendication... **politique**, celle dans laquelle l'ensemble de la classe prolétarienne peut s'identifier comme classe, qui puisse permettre encore d'opposer une réelle résistance immédiate face à la contre-offensive du gouvernement et de la bourgeoisie.

Malgré plusieurs conflits ou grèves locales, parfois en lien direct ou indirect avec les gilets jaunes, la classe ouvrière comme telle, à partir de ses lieux de travail et comme classe, n'est pas entrée directement en lutte. À l'exception de peu, trop peu, d'exemples comme ces jours-ci les débrayages chez Arc International dans la ville d'Arques dans le Nord, ou encore ceux à l'entrepôt Geodis à Bonneuil en région parisienne, les occupations de bureaux de *Pole emploi* à Vitry, à Rennes, à Lorient, les actions de gilets jaunes auprès des hôpitaux (informations reprises du *Collectif Agitation et Gilets Jaunes IDF*)¹². C'eut été alors fournir une autre perspective à la révolte sociale qui eut pu briser le cadre et le timing du "grand débat" en imposant les revendications de classe comme question centrale. C'était là la seule voie. C'est toujours là la seule voie même si, chaque jour passant, elle devient plus improbable.

Nous n'étions pas les seuls à avancer le mot d'ordre appelant à la constitution de comité de lutte ou de travailleurs pour lutter pour cette perspective qui aurait pu déplacer le cadre et les termes politiques de l'affrontement imposé par le gouvernement et la bourgeoisie depuis le 10 décembre. Force est de constater, dans la limite de nos connaissances, qu'il ne s'est pas réalisé. Et qu'ainsi aucune alternative politique réelle de classe n'a pu être présentée et, encore moins,

11 . cf le compte-rendu "à chaud", aujourd'hui même, de la réunion pour une coordination nationale des gilets jaunes à l'appel de Commercy réalisé par *Matière et Révolution* : <https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5237>.

12 . La diffusion de ce tract Place de la République le 26 janvier, là où devait se réunir les gilets jaunes après la manifestation, a été interdite par des gilets jaunes : « *pas de politique au sein des gilets jaunes !* ». S'en est suivie une discussion difficile dans laquelle nous étions peu à critiquer cet "apolitisme" primaire et à argumenter sur la nécessité de s'emparer à bras le corps de la dimension politique **de classe** dans cette lutte comme dans toute lutte...

représenter un facteur matériel de la situation.

Pour autant ce mouvement des gilets jaunes, qu'il perdure ou non encore des semaines, marque *un avant et un après* dans la dynamique même du conflit de classe en France et une référence pour le prolétariat international. En particulier, au grand dam des syndicats et de leur tactique de journée d'action, il a montré qu'un mouvement "incontrôlé" et sans organisation – incontrôlé et inorganisé du point de vue de l'État et de l'idéologie bourgeoise – pouvait faire reculer la bourgeoisie ¹³. Il a montré aussi que le refus de subir la menace et la violence répressive de l'État, la volonté de ne pas céder à la répression et de continuer à manifester massivement malgré les risques, pouvait obliger la bourgeoisie à céder, dans certaines conditions et moments, à des revendications. Enfin, cet épisode particulier de la lutte des classes a fait entrer dans le combat des couches et des générations de prolétaires qui restaient à ce jour étrangères à celui-la et dont nous ne pouvons préjuger de l'expression dans les combats à venir tout comme de la prise de conscience. Il est trop tôt pour en déduire qu'une nouvelle génération de militants révolutionnaires puisse, directement ou indirectement, en émerger mécaniquement.

C'est pourtant aussi à cette tâche que les révolutionnaires doivent s'atteler par la propagande et l'intervention. La (notre) faiblesse et la (notre) quasi absence des communistes comme force matérielle politique dans les manifestations et sur les ronds-points, aussi difficile une intervention active était-elle vu les réticences politiques des gilets jaunes et leur "interclassisme" affiché, est un élément de faiblesse, non pas en soi de ce mouvement en particulier qui ne fait que le souligner, mais du rapport de force international et historique actuel entre les classes. Nous ne développons pas plus ce point dans le cadre de ce communiqué dont l'objet immédiat se limite à la fois à fournir un positionnement immédiat sur la situation pour tous ceux qui y sont directement intéressés et pour l'ensemble du camp révolutionnaire international.

Le GIGC, le 27 janvier 2019.

13 . Nous-mêmes avons sous-estimé les potentialités de ce mouvement et écarté, trop rapidement, toute possibilité de "gain" pour les prolétaires dans notre communiqué du 2 décembre : « *Sur ce terrain, les ouvriers qui s'y retrouvent isolés et noyés en tant que prolétaires dans une masse aux intérêts hétérogènes et même souvent contradictoires, isolés et noyés dans le "peuple", ne gagneront rien* ». L'affirmation tranchée, sans doute car nous étions prisonniers d'un schéma, fut démentie par la réalité – du moins en partie. Le fait que nous n'ayons pas été les seuls à nous tromper sur ce point précis, n'enlève rien à la nécessité de comprendre où se situe l'erreur et quelle est sa dimension. En particulier, nous ne pensons qu'elle remette en cause l'analyse générale de ce mouvement et de ses limites du fait de son "interclassisme".

Ce que les ouvriers gilets jaunes peuvent apprendre de la lutte prolétarienne en Iran

Nous publions ici une contribution d'un camarade des Pays-Bas qui est tirée du bulletin en anglais, A Free Retriever Digest (<https://afreeretriever.wordpress.com/>), qui sélectionne régulièrement des articles de la Gauche communiste internationale. Même si nous ne partageons pas tous les arguments et les positions que le camarade avance, il nous semble important de porter cette réflexion à la connaissance du plus grand nombre. Elle a deux mérites principaux : la réflexion et la prise de position provient d'un camarade ne vivant pas en France ce qui permet d'avoir à la fois un positionnement plus distancié et une démarche internationaliste, et une idée de l'écho international des gilets jaunes. Mais surtout elle essaie de répondre aux difficultés que les révolutionnaires ont pu rencontrer pour appréhender cette révolte "interclassiste" et pouvoir s'y orienter. Elle présente aussi l'intérêt de fournir des éléments d'information sur le développement de la grève de masse en Iran de 2018 que nous n'avons pu aborder dans ce numéro de la revue.

Que se passe-t-il ? Est-ce que ces gilets jaunes qui bloquent des routes et des stations d'essence sont des ouvriers ?

Non, il est certain que tous les gilets jaunes ne sont pas des ouvriers. Ce mouvement en France a commencé comme "un mouvement du peuple" dans lequel les ouvriers étaient réunis avec des membres des couches moyennes, des petit-entrepreneurs et des paysans. Il s'opposait à l'augmentation des prix de l'essence par le gouvernement Macron, une mesure qui touchait la population toute entière. En désignant Macron comme le responsable, le mouvement des "gilets jaunes" lia la lutte à la revendication d'un changement de gouvernement, de nouvelles élections et quelques changements dans le système politique. Ces revendications "politiques" n'affectèrent pas le pouvoir de l'État et du capital. Ils furent aussi en partie inspirée par l'extrême-droite qui espérait en tirant profit en gagnant le pouvoir au plan national. Le mouvement des gilets jaunes n'était pas un mouvement avec des revendications de la classe ouvrière.

Mais le mouvement s'est étendu, de plus en plus d'ouvriers l'ont rejoint, en particulier des chômeurs, des retraités et des lycéens et étudiants de familles ouvrières. Ce groupe est désigné comme les "travailleurs en gilets jaunes". Comme partie de la classe ouvrière, ils se sont joints au mouvement tout particulièrement sur les revendications sur l'augmentation de salaire minimum, du SMIC. Cela insuffla une dynamique prolétarienne propre au sein du mouvement des gilets jaunes qui prit une direction complètement opposée aux premiers objectifs petit-bourgeois. Le blog espagnol *Nuevo Curso*¹⁴ a relevé avec raison que les travailleurs en gilets

jaunes avaient réagi à des décennies d'échec du mouvement syndical et des partis soit-disant "ouvriers" (du PS et PCF jusqu'aux trotskistes et maoïstes) dans la défense des ouvriers face aux attaques contre leurs salaires, leurs conditions de travail, le chômage, les allocations et prestations sociales. Et au fur et à mesure que les revendications ouvrières se renforçaient, l'extrême-droite s'est retirée et Macron a été forcé de faire des concessions. Pour la première fois depuis des décennies, l'État a dû courber l'échine. Non en réponse à l'importance des "gilets jaunes" mais pour prévenir un mouvement massif des travailleurs. Ainsi, les ouvriers en gilets jaunes furent une phase, une étape au sein d'un mouvement plus large que les



Manifestation des gilets jaunes sur les Champs-Élysées à Paris drapeau français en tête...

communistes de conseil ont appelé "*le mouvement des travailleurs*" – contre un "mouvement ouvrier" qui s'est adapté à la persistance du capitalisme et de l'État en défendant ce dernier *contre* la lutte des ouvriers. Face à l'extinction du mouvement des gilets jaunes, ce texte essaie de tirer les leçons de la lutte des travailleurs au Moyen-Orient, et spécialement en Iran, pour aider à la poursuite de ce mouvement de travailleurs en France et dans le monde et au début d'une nouvelle phase de lutte prolétarienne contre les attaques du capital.

Que pouvons-nous apprendre des luttes en Iran ?

Beaucoup d'ouvriers en France et ailleurs pensent que la classe ouvrière française est la plus radicale et combative au monde. Les blocages et les affrontements avec la police anti-émeute semblent confirmer cette impression. C'est largement sous cette apparence que la CGT post-stalinienne et les combats de rue des *Black Blocks* en particulier cachent comment le mouvement syndical en

14 . *Nuevo Curso*, 15 Decembre 2018: Los chalecos amarillos se desmovilizan... ¿Y qué de malo hay? ("les gilets jaunes se démobilisent... qu'y a-t-il de mal en cela?"): [https://nuevocurso.org/los-chalecos-amarillos-se-desmovilizan-y-](https://nuevocurso.org/los-chalecos-amarillos-se-desmovilizan-y-que-de-malo-hay/)

[que-de-malo-hay/](https://nuevocurso.org/los-chalecos-amarillos-se-desmovilizan-y-que-de-malo-hay/)

France divise la lutte ouvrière en différents secteurs, professions, régions et entreprises. Quand cette division a réussi à paralyser l'extension de la lutte et que les derniers ouvriers sont exténués, les affrontements avec la police anti-émeute et, si possible, des procès contre les travailleurs "violents" servent à en finir avec la lutte. Les blocages par les gilets jaunes et les combats de rue avec la police semble confirmer cette image d'un prolétariat radical en France. Cependant, quand on compare avec les luttes en Iran, nous pouvons voir des différences frappantes.

Des différences frappantes

Alors que la lutte des gilets jaunes en France a commencé par un "mouvement du peuple" des classes moyennes auquel se sont joints des travailleurs, au Moyen-Orient ce fut à l'inverse, au début de l'année dernière, un mouvement de grève des ouvriers du pétrole du Kurdistan irakien qui s'est étendu aux entreprises en Iran et qui a finalement amené les jeunes prolétaires dans les rues de toutes les grandes et petites villes et à crier des slogans contre la guerre. Une seconde différence fut que les émeutes en Iran prirent un caractère politique dès leur début en s'adressant à la fois contre les "réformistes" et les "conservateurs" au sein de l'État. Aux élections de 2009, les fractions de la petite-bourgeoisie qui manifestaient pour des "réformes" réussirent à entraîner encore les travailleurs avec elles dans des luttes de factions internes au capital. Dans les émeutes de 2017-2018, pour la première fois depuis les mouvements de masse qui menèrent à la chute du Shah en 1979¹⁵, les ouvriers en Iran agirent comme classe autonome. Dans leur sillage, ils mirent en mouvement des couches moyennes, des boutiquiers aux fermiers, et des catégories telles les étudiants et les femmes. Tant que la mobilisation a duré, la police du *Bassidj*¹⁶ a été entraînée dans un jeu du chat et de la souris via les médias sociaux et a souvent été forcée de se retirer. Le régime n'osa pas déployer l'armée lourde des *Pasdaran*, la *Garde révolutionnaire*.

Dans les luttes massives qui ont suivi en Iran et Jordanie, nous avons aussi vu que les mouvements dans les entreprises, les grèves, alternaient avec ceux dans les

rues. Cela dépend des possibilités offertes par la lutte de masse pour résister aux forces de répression dans la rue. La rue est le lieu privilégié pour gagner le soutien d'autres travailleurs et de la population en général. D'autre part, nous avons vu en France que les travailleurs sont complètement encadrés dans les entreprises par le mouvement syndical reconnu par l'État. Dans les grèves des ouvriers de canne à sucre d'Half Tapeh (Khouzistan), un "syndicat libre" a joué un rôle mineur et la force du mouvement fut principalement les assemblées générales de travailleurs qui avaient élu et soutenaient les porte-paroles de leur comité de grève. Dans la lutte d'Haft Tapeh, malgré certaines restrictions, l'AG et un comité surmontèrent le manque d'organisation qui avait participé de que les manifestations de rue de décembre 2017-janvier 2018 aient été sanglantes. Par conséquent, non seulement l'existence de revendications politiques mais aussi la forme d'organisation et les propositions pour la création d'un *Shora* (un conseil ouvrier) offrent de plus grandes perspectives pour la lutte en Iran qu'en France où les syndicats ont encore un contrôle étroit sur les travailleurs.



Travailleurs en grève de Haft Tapeh et aucun drapeau iranien en vu.

Une limite qui doit encore être dépassée à la fois par les ouvriers du Moyen-Orient et de France (et d'autres pays à grande tradition industrielle) est l'unification dans la lutte des prolétaires sans emploi (jeunes, chômeurs, retraités) avec les prolétaires employés. En Tunisie et dans le sud de l'Irak, des sans-

emploi se sont rendus dans les entreprises et exigé d'avoir du travail. Dans le sud de l'Irak, c'étaient en partie des soldats démobilisés qui avaient combattu dans l'armée contre l'État Islamique (Daesh). Dans le futur, des ouvriers en grève pourront intégrer des sans-emploi dans leur entreprise, les faire participer aux assemblées générales, ou les inclure dans les conseils ouvriers comme délégués des assemblées et de chômeurs. Cela bien sûr, non pas pour s'enfermer sur les lieux de travail mais pour prendre massivement la rue et se dresser contre la répression. Il va sans dire que les anciens soldats sont importants pour ce qui se transformera rapidement en une lutte armée pour la défense contre la répression, et pour finalement détruire l'État. Cependant, la révolution n'est pas une question exclusivement ou principalement militaire. C'est l'auto-libération consciente de la classe productrice qui porte en elle le futur de la production et de la distribution pour les besoins de la population, sans profit, sans capital ni argent. Dans cette perspective, elle va de pair avec le

15 . Pour un résumé de la soi-disant "révolution islamique" en Iran, voir par exemple Wikipedia: la révolution iranienne.

16 . « Une force paramilitaire iranienne qui a été fondée par l'ayatollah Khomeini en novembre 1979 afin de fournir des jeunes volontaires populaires aux troupes d'élite dans la guerre Iran-Irak » (wikipedia).

redémarrage de la production des entreprises en grève pour assurer l'alimentation, les transports publics et l'énergie dans les quartiers populaires et populaires. C'est aussi la façon de convaincre les couches intermédiaires hésitantes de la révolution.

Que faire et ne pas faire

Voilà pour les leçons que l'on peut tirer de la lutte en France et au Moyen-Orient. Il doit être clair que le progrès dans la lutte ouvrière n'est pas un processus mécanique. Le chemin à parcourir est encore long. Au Moyen-Orient, nous avons vu cinq vagues de mobilisations en 2018¹⁷. À l'échelle internationale, beaucoup d'autres vagues de lutte, avec des hauts et des bas, voire des défaites, suivront. La lutte ouvrière n'émerge pas automatiquement d'une crise, d'une guerre ou d'une répression. La conscience de classe n'est pas non plus le résultat d'une intervention extérieure. Elle ne peut être contournée par des mots d'ordre pratiques, des tactiques de putsch ou par des concessions à l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière. Les leçons de la lutte de classe doivent être tirées au niveau de la masse, dans les conversations mutuelles et dans la lutte elle-même. Les travailleurs les plus conscients et les plus militants, qui constitueront ensemble l'avant-garde, jouent un rôle décisif dans ce processus, de même que ces fractions de minorités révolutionnaires capables d'intégrer dans la pratique actuelle les leçons historiques tirées par la gauche communiste internationaliste italienne, espagnole, allemande, néerlandaise, etc. de la lutte ouvrière révolutionnaire de 1917-1923. Le lien entre l'avant-garde au sein de la classe ouvrière et les petits groupes révolutionnaires actuels peut être fait au mieux au sein de noyaux d'entreprises et de travailleurs sans emploi à l'esprit révolutionnaire, tels qu'ils étaient constitués par la gauche communiste dans le passé¹⁸. La lutte ouvrière au Moyen-Orient en 2018, en réponse aux conséquences de la crise économique et des guerres impérialistes, a



« Apparition du drapeau rouge à Paris en 1848 : les ouvriers s'affirment pour la première fois comme sujet politique et brandissent le drapeau rouge en opposition au drapeau tricolore. Lamartine le fit retirer en février ». (repris du blog Nuevo Curso).

montré les débuts de l'autonomie de la classe ouvrière, tant dans ses revendications que dans les objectifs qu'elle s'est fixés, ainsi que dans son organisation et son extension internationale. Le prolétariat international redécouvre ainsi la lutte de masse – que la gauche communiste considérait comme caractéristique de la nouvelle période du capitalisme, celle de l'impérialisme – et la nécessité et la possibilité d'une révolution prolétarienne mondiale, dans laquelle les masses ouvrières renverseront le capitalisme et créeront une société communiste.

Le prolétariat d'Iran, ouvertement réprimé par la terreur d'État, pouvait plus facilement redécouvrir les formes et le contenu de la lutte de masse que ce n'était le cas en France et dans d'autres vieux pays industrialisés, où la dictature du capital se cache derrière les tromperies démocratiques ; et dans lesquels, l'État maintient la classe ouvrière sous son emprise au moyen des tentacules de son mouvement syndical et où l'idéologie bourgeoise domine les pensées et les actions des travailleurs. Cette différence dans le point de départ est comparable à la facilité relative avec laquelle les ouvriers en Russie réussirent à agir indépendamment comme classe révolutionnaire en 1917 et les problèmes de la révolution en Allemagne et dans d'autres pays industrialisés. La lutte dans les vieux pays

industrialisés est plus difficile, plus longue et profonde. Le groupe de la *Gauche International de la Gauche Communiste* (GIGC) a mis en évidence le danger qui émerge déjà dans les vieux pays industrialisés et qui s'aggravera si la lutte des ouvriers ne se développe pas, mais s'effondre : l'identification des prolétaires avec le "peuple" ; le ralliement des ouvriers derrière les drapeaux bourgeois du nationalisme¹⁹. En particulier, les populistes post-staliniens de gauche de "*La France insoumise*" de Mélenchon en France et de "*Die Linke*" et "*Aufstehen*" de Wagenknecht en Allemagne se lancent dans la compétition électorale contre l'extrême droite populiste, avec des slogans nationalistes et une attitude "critique" envers les immigrés, à l'exemple des anciennes campagnes nationalistes du Komintern²⁰.

Fredo Corvo, 31 décembre 2018 ,
<https://arbeidersstemmen.wordpress.com/>

17 . cf. le rapport (en anglais) *Iran: What after the repression against the workers of Haft Tapeh and the steelworkers in Ahvaz?* (blog article on Libcom, 24 December 2018).

18 . Le groupe '*Proletenstemmen*', plus ou moins lié au *Group(s) of International Communists* (GIC) dans les années 1930 était constitué de chômeurs qui allaient dans les entreprises en grève et aidèrent à l'extension de la lutte. Cf. GIC: *Stellingen omtrent revolutionaire bedrijfskernen, partij in dictatuur* ("Thèses sur les noyaux révolutionnaires d'entreprises, le parti et la dictature"). La Gauche communiste italienne avait aussi des groupes d'entreprise avec une fonction similaire.

19 . Cf. par exemple le GIGC *Marxisme et la question nationale* (*Révolution ou Guerre* #10, septembre 2018) ou son communiqué du 2 décembre 2018.

20 . Voir derniers pages de Ph. Bourrinet «Les conseils ouvriers en Allemagne 1918-23 » en *Controverses* # 5 (p.36/37).

Lénine et... les gilets jaunes ?

Le caractère inédit du mouvement des gilets jaunes a provoqué de nombreux questionnements parmi les révolutionnaires de par ses caractéristiques propres que nous pouvons qualifier, pour les résumer, d'interclassistes. Nous avons reçu un certain nombre de critiques suite à notre publication et notre soutien à la première prise de position du PCI-Le Prolétaire (<http://igcl.org/Gilets-Jaunes-L-interclassisme-est>). Parmi celles-ci, le groupe Matière et Révolution (<http://www.matierevolution.fr/>) nous a renvoyé au texte de Lénine sur le débat de 1916 sur le droit des nations à l'auto-détermination. Bien que ce texte se rapporte à la question nationale tel qu'elle pouvait se poser alors, il n'en reste pas moins que le passage suivant vaut d'être lu et réfléchi face aux questionnements et problèmes que les "gilets jaunes" soulèvent aujourd'hui.

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par toutes les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. Objectivement, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête.

La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne "s'épurera" pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises » (Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916 ²¹).

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail.com)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)

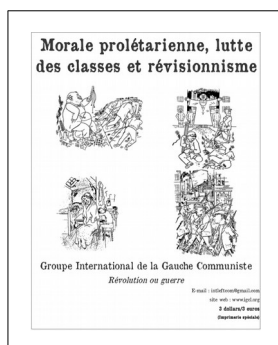
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)

La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

Les syndicats contre la classe ouvrière (1976) (Fac-similé de la brochure du CCI).



21 . <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm>

Le rôle idéologique du néo-malthusianisme

Ces dernières années ont vu un renouveau de l'idéologie néo-malthusienne dont la classe dominante se sert contre le prolétariat. Elle est utilisée pour justifier l'imposition de mesures d'austérité avec l'argument selon lequel le niveau de vie "confortable" (c'est-à-dire un pouvoir d'achat suffisant pour obtenir les nécessités basiques telles que la nourriture ou l'électricité) de fractions du prolétariat du monde développé exerce une pression insoutenable sur la biosphère et menace la survie à long terme des espèces. Un véritable problème – la destruction de l'environnement naturel dont dépend l'existence de l'humanité – est ainsi présenté d'une manière mystifiée selon laquelle la population humaine comme un tout porterait une égale responsabilité. Le but de cette mystification est de cacher le fait que c'est l'obsolescence du capitalisme qui menace l'humanité par la guerre et la destruction écologique ; et ainsi de protéger les privilèges de la classe capitaliste et de son existence parasitaire. Tout cet exercice exige un niveau honteux de malhonnêteté intellectuelle. Ce n'est donc pas une surprise si les apologistes de la classe dominante adorent tant cet « *avocat acheté, plaidant la cause des ennemis du peuple, thuriféraire éhonté des classes dirigeantes* »²², le pasteur Malthus.

La transition du capitalisme de sa phase historiquement progressive par rapport au féodalisme à sa phase actuelle d'obsolescence historique exigeait aussi une transformation idéologique. Alors qu'au 19^e siècle, les économistes bourgeois tel Ricardo pouvaient dans une certaine mesure être impartiaux dans leur argumentation car cela leur permettait, par exemple, de démontrer le rôle réactionnaire joué par l'aristocratie foncière, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Selon Marx, alors que Ricardo voulait la production pour la bonne marche de la production et voyait son potentiel révolutionnaire, Malthus utilisait les prémisses scientifiquement établis pour arriver à des conclusions qui étaient acceptables pour l'aristocratie ou bien pour l'aristocratie et la bourgeoisie ensemble contre le prolétariat et ne désirait la production capitaliste que dans la mesure où elle pouvait assurer une existence confortable aux fractions les plus réactionnaires et parasitaires des classes dominantes, à savoir l'aristocratie et leurs valets dans l'Église.

« *Ricardo défend sans égard pour qui que ce soit la production bourgeoise, pour autant qu'elle signifie le développement sans frein des forces productives sociales. Peu lui importe dès lors le sort des agents de la production, capitalistes ou ouvriers. Il s'en tient au droit historique et à la nécessité de ce stade de*

développement. (...) Malthus souhaite la production bourgeoise, pour autant qu'elle n'est plus révolutionnaire, ne constitue pas une force de progrès historique et fournit simplement une base matérielle plus large et plus commode à la "vieille" société » (idem, p. 293).

Maintenant que le rôle révolutionnaire du capitalisme s'est épuisé, l'impartialité apparente vis-à-vis du développement historique de la société n'est plus admissible. L'attachement à l'objectivité et au matérialisme ne l'est pas plus. Alors qu'un matérialisme conséquent est toléré quand son application est réduite et indispensable comme en science et en technologie où il permet la production de produits commercialisables et l'augmentation de la productivité du travail, on se dispense de son application quand il faut étudier la société comme un tout. Car la conclusion qu'il faudrait en tirer serait que le développement du capitalisme représente une période transitoire de l'histoire qui, bien que nécessaire pour créer les moyens matériels pour une société d'abondance matérielle, ne peut pas au final disposer rationnellement de ces moyens – c'est-à-dire qu'il ne peut pas libérer tout le potentiel productif de l'humanité pour satisfaire les besoins humains. C'est pourtant techniquement possible à réaliser d'une manière qui protège simultanément l'environnement naturel alors que celui-ci est aujourd'hui asservi aux besoins de l'accumulation du capital. Donc, alors que la société moderne dispose de la science, elle n'est pas vraiment scientifique. La science est complètement dominée par le capitalisme et est tolérée que dans des limites étroites. En-dehors de ces limites, c'est-à-dire quand on en arrive à la compréhension des rapports matériels et sociaux qui sont à la base de la société comme un tout, les idéologues bourgeois n'ont d'autre ressource que le subjectivisme et la réification.

La réification se réfère à la tendance des économistes et idéologues bourgeois à transformer les rapports sociaux, institutionnels et de classe en des catégories universelles et des lois naturelles éternelles. Cette tendance est typique de l'activité intellectuelle sous le mode de production capitaliste. Les idéologues bourgeois travaillent dans un sens complètement opposé à l'actuel développement historique ; ils adoptent les catégories sociales capitalistes comme données, comme la prémisses du développement historique, et ils en déduisent le développement historique à partir de ces prémisses qui sont supposées avoir existé de toute éternité comme des lois naturelles. Ainsi, Malthus voit la pauvreté généralisée, la misère, les maladies, les conditions insalubres de travail, et il défend qu'elles sont le résultat de la loi naturelle qui pousse toute vie à se reproduire plus vite que le rythme de croissance de la production

22 . K. Marx et F. Engels, *Critique de Malthus*, Petite collection Maspero, p.135.

agricole ou, dans sa version moderne, au-delà de la *capacité limite* de l'écosystème dont nous dépendons. Ces phénomènes sociaux indésirables qui sont les résultats concrets des rapports sociaux capitalistes, se transforment en la conséquence lamentable mais finalement bénéfique d'une loi naturelle – la croissance démographique effrénée – qui caractérisent tous les êtres vivants. Sous la critique cinglante de Marx, « *le fameux principe naturel de la population de Malthus retrouve la place qu'il mérite : c'est un effet variable, la cause étant les conditions économiques de chaque mode de production spécifique* »²³. Cependant, la réification ne doit pas être réduite simplement à une perception incorrecte de la réalité. Elle sert un objectif défini pour la classe dominante. Si l'on accepte que la société est organisée selon les lois éternelles de la nature humaine, on adopte essentiellement une attitude fataliste qui convient très bien à la classe dominante ; il est possible de changer les lois déterminées socialement, mais on ne peut pas changer les lois naturelles éternelles.

Alors que pour Malthus, l'existence d'une population excédentaire est le résultat de la loi naturelle qui oblige tous les êtres vivants à se reproduire au-delà du niveau que peut supporter le système dont ils dépendent, la conception marxiste de la sur-population est liée au concept de l'armée de réserve de travail. L'amélioration continue, poussée par la nécessité d'accroître la productivité et la rentabilité des technologies industrielles et la croissance de l'automatisation, s'inscrit dans un processus qui modifie la composition organique du capital, ou le rapport du capital constant au capital variable, en faveur du capital constant. Comme la production capitaliste devient de plus en plus intensive, de nombreux travailleurs sont licenciés et contribuent au gonflement des rangs de chômeurs, ce qui exerce une pression à la baisse sur les salaires et modifie le type d'emplois disponibles dans le secteur donné. Ceci a pour effet simultané de retirer du processus de production la source ultime de profit du capital, le travail vivant, ainsi que d'appauvrir les "consommateurs" nationaux et donc de diminuer la capacité du marché intérieur à absorber ce qui a été produit. Tout ce processus et les contradictions qui lui sont inhérentes, y compris la tendance à la baisse du taux de profit, sont le résultat de la propriété privée des moyens de production, de la production pour l'échange et de la loi de la valeur.

L'"erreur" de Malthus n'est pas innocente. L'idéologie n'est pas simplement un point de vue incorrect empiriquement, mais une mystification qui sert aux intérêts objectifs de la classe dominante (dans le cadre historique dans lequel il vivait, c'était la classe des rentiers) et qui a une force matérielle. C'est dans ce contexte que nous pouvons interpréter les prescriptions

de Malthus pour "résoudre le problème de la population" : augmenter la production de produits de luxe au détriment de la nourriture et des autres biens courants de consommation pour décourager la prolifération des masses appauvries, et créer des situations qui permettent une augmentation bienvenue des taux de mortalité, tout en prêchant en même temps la retenue morale²⁴.

Néo-Malthusianisme

Malthus a plaidé pour la nécessité d'une classe de consommateurs improductifs, pour des "acheteurs qui ne sont pas des vendeurs", pour fournir un marché aux capitalistes afin qu'ils réalisent leurs profits en vendant les marchandises qu'ils produisent à leur valeur. Cela incluait les classes non productives tels que les propriétaires fonciers, les pasteurs, le clergé, etc. Cet argument était destiné à prouver aux capitalistes qu'ils avaient besoin de la classe non productive à laquelle appartenait Malthus. Cependant, Malthus n'explique pas comment ces acheteurs acquièrent les moyens d'agir en tant qu'acheteurs, « *...comment ils doivent d'abord, sans fournir d'équivalent, retirer aux capitalistes une partie de leur produit, afin de s'en servir pour racheter avec celle-ci un peu moins d'un équivalent* »²⁵. Néanmoins, malgré la nature manifestement stupide et égoïste de cet argument, il existe un parallèle notable entre celui-ci et les propositions keynésiennes d'intervention de l'État dans le cycle économique, soit en manipulant les taux d'intérêt pour favoriser l'investissement, soit par des moyens plus directs d'accroissement de la demande globale comme les dépenses publiques. Nous pouvons ajouter à cela la proposition d'un revenu de base universel. Il s'agit de créer une demande effective. Peu importe qu'une issue pacifique à la crise soit vouée à l'échec car c'est le processus même de l'accumulation du capital qui garantit la surproduction ou, ce qui revient au même, la sous-consommation. L'essentiel est de créer l'illusion d'une sortie des contradictions du capitalisme qui se situe encore dans le cadre du capitalisme.

À commencer par Keynes et ses disciples, la bourgeoisie a cherché à actualiser les idées de Malthus, à les transformer de défense de la classe des rentiers parasites et réactionnaires dans le contexte de l'ascendance du capitalisme en un argument pour l'*État providence* et en une tentative de concilier les contradictions inconciliables du capitalisme pendant la période de décadence du capitalisme. De plus, le malthusianisme et sa forme moderne ont respectivement servi et continuent de servir d'excuse pour la misère et la famine. C'est en adaptant l'argumentation de Malthus que le journal *The Economist* de 1848 a justifié la famine des paysans irlandais²⁶. Tout comme Malthus, *The Economist*, la

24 . Pour limiter la natalité... ndt.

25 . *Ibidem*, p. 455.

26 «...la population, qui augmente rapidement, a été réduite, par des actes dont elle est principalement responsable, à la seule

23 . Roger Dangeville, présentation de la *Critique de Malthus* par K. Marx et F. Engels, Petite collection Maspero.

voix par excellence de la bourgeoisie britannique, a soutenu que la famine, bien que malheureuse, était finalement nécessaire parce qu'elle agit comme un frein à une croissance démographique effrénée.

L'échec de la pensée malthusienne à expliquer le taux d'augmentation des rendements agricoles, ou sa vision manifestement fautive selon laquelle un niveau de vie plus élevé est lié à un taux de croissance démographique plus élevé, plutôt que de conduire à un rejet des vues de Malthus, a plutôt conduit à son adaptation et sa modernisation sous la forme du néomalthusianisme, qui lie la croissance de la population humaine à la destruction de la biosphère. Alors qu'auparavant, Malthus considérait le rapport entre la croissance démographique et l'augmentation des rendements des cultures qui, selon lui, ne pouvait maintenir la croissance de la population, les néo-malthusiens utilisent le concept de la *capacité limite* de la biosphère pour soutenir qu'il est nécessaire de réduire la population humaine. La manière dont cette réduction se réaliserait varie selon les recommandations les plus modérées aux recommandations génocidaires les plus extrêmes. L'erreur des néo-malthusiens, bien sûr, est de considérer l'impact de la population humaine sur la biosphère comme dépendant principalement de la taille de cette population, sans tenir compte du mode de production de la société, qui détermine comment l'humanité interagit avec la nature et donc l'impact que celle-ci a sur elle

Il existe des solutions techniques à la dégradation de l'environnement et au changement climatique. On a démontré que des dispositifs étaient capables d'éliminer physiquement le CO₂ de l'atmosphère en agissant essentiellement comme des plantes artificielles. Si plusieurs centaines de millions de dispositifs de ce type étaient produits et distribués dans le monde, il serait possible de réguler globalement la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. À titre de comparaison, on estime qu'en 2017, 73,5 millions d'automobiles ont été produites²⁷. Si la société capitaliste a la capacité de produire des centaines de millions de voitures en l'espace de quelques années, cette capacité d'utilisation rationnelle, qui n'est possible que sous le communisme, pourrait permettre de résoudre le problème du changement climatique d'origine humaine. En outre, des

dépendance à la culture précaire de la pomme de terre. Il serait injuste pour l'Irlande – ce serait négliger un grand devoir qui nous est imposé en ce moment – que nous n'indiquions pas que cette calamité, en prenant cette forme aggravée, est dans une large mesure le résultat naturel de ce crime qui a empêché les gens de disposer d'autres ressources. Que les innocents souffrent avec les coupables est une triste vérité, mais c'est l'une des grandes conditions dans lesquelles toute société existe. Chaque infraction aux lois de la morale et de l'ordre social apporte sa propre punition et ses inconvénients."

27 . <https://www.statista.com/statistics/262747/worldwide-automobile-production-since-2000/> : "In 2017, some 73.5 million cars were produced worldwide."

méthodes ont été proposées pour augmenter l'albédo²⁸ et, de cette manière, réduire la température moyenne mondiale.

Face à ces solutions techniques potentielles à la dégradation de l'environnement, un "New Deal vert" représente-t-il à la fois un moyen de sortir de la crise et un moyen de remédier à l'environnement, le tout sans avoir à surmonter le capitalisme ? Si la Grande-Bretagne pouvait consacrer environ 50 % de son PIB à ses dépenses militaires pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales, ne serait-il pas possible de prendre un engagement similaire pour lutter contre le changement climatique ? Ne retenez pas votre souffle. Si les capitalistes préfèrent investir dans l'armement plutôt que dans de grands projets d'infrastructure, c'est parce qu'après une guerre majeure, il y a la perspective d'une nouvelle accumulation de capital. Les dépenses militaires ne sont pas des dépenses inutiles du point de vue de la bourgeoisie²⁹, alors qu'un New Deal vert le serait.

En effet, le néomalthusianisme sert à masquer l'incapacité du capitalisme à satisfaire les besoins humains ainsi que son absence totale de perspective pour l'avenir, en justifiant la pauvreté et l'austérité par le fait que nous surchargeons la terre en raison d'une volonté biologique de prolifération, plutôt que par l'incapacité du capital à trouver des opportunités d'investissement rentable pour répondre aux besoins humains. Keynes a fait valoir qu'il était possible d'atteindre un point d'équilibre où il y aurait le plein emploi. Mais les seules circonstances dans lesquelles cela a été le cas ont été les guerres mondiales. Combiner notre impressionnante capacité technique avec la masse de l'humanité que le capitalisme rejette en tant que population excédentaire – qu'il enferme dans les bidonvilles et pour laquelle il invente des raisons pour justifier son élimination par le génocide ou la famine – dans le but de donner accès à l'eau, l'assainissement, l'électricité, l'alimentation, la santé, l'éducation ainsi que la réhabilitation du milieu naturel, nous permettrait certainement d'atteindre ces objectifs. Dans une société communiste, une fraction des ressources gaspillées chaque année par l'impérialisme pour se préparer à une guerre mondiale généralisée suffirait à fournir à chaque être humain l'accès à l'assainissement, à l'eau, à l'électricité, à Internet, à l'éducation, à la nourriture de qualité et aux loisirs. Une fraction du budget militaire mondial de 2017 serait suffisante pour assurer à chaque être humain sur la planète l'accès à l'assainissement, à la nourriture, à l'électricité et à l'enseignement primaire.

28 . « L'albédo est le pouvoir réfléchissant d'une surface, c'est-à-dire le rapport de l'énergie lumineuse réfléchiée à l'énergie lumineuse incidente. (...) L'albédo est l'un des indicateurs prévenant de la température de la surface de la Terre » (wikipedia).

29 . cf Paul Mattick. *Marx et Keynes*.

Ce n'est nul autre que ce mode de production, dépassé et nuisible et qui menace de déclencher une guerre d'une ampleur sans précédent, qui empêche que ce qui précède ne puisse se réaliser. La séparation du monde en États-nations antagonistes, le caractère anarchique de la production et la contradiction entre le caractère socialisé de la production et son appropriation privée empêchent que des solutions techniques cohérentes au problème écologique soient mises en œuvre, voire sérieusement envisagées. Le contrôle du climat devient un enjeu inter-impérialiste car différentes bourgeoisies nationales préféreront que le thermostat global soit réglé à des températures différentes en fonction de leurs intérêts particuliers.

En tant qu'espèce, nous sommes loin des limites de population que la Terre pourrait vraisemblablement soutenir. Les aliments pourraient être produits de manière à recycler l'eau, ce qui réduirait la consommation d'eau de 95 %. L'énergie pourrait provenir de la fission nucléaire et de l'énergie solaire, notamment en installant des capteurs solaires dans l'espace. La plupart des matériaux dont nous aurions besoin, y compris les matières volatiles et les métaux, pourraient être obtenus dans l'espace en quantité beaucoup plus importante que sur terre. Mais s'il s'agit d'une possibilité matérielle, cela ne peut se faire dans le cadre du capitalisme, dans lequel tout progrès technique et scientifique sert avant tout l'impérialisme. Pour que la capacité technique soit déployée à son plein potentiel

vers des fins rationnelles et décidées collectivement, le mode de production capitaliste doit être dépassé. Si ce mode de production obsolète persiste, il engendrera une misère de plus en plus grande et constituera un risque pour la survie à long terme de l'espèce.

Il est clair qu'il n'y a pas de solutions aux problèmes créés par le capitalisme qui soient purement techniques, indépendamment des intérêts de classe qui sont en jeu. Concrètement, la condition préalable à la mise en œuvre des solutions techniques à la dégradation de l'environnement et à l'insécurité alimentaire à une échelle importante est l'abolition consciente des relations sociales capitalistes. Malgré les illusions utopiques de la possibilité d'un capitalisme écologiquement sain, en Amérique du Nord c'est souvent considéré comme le résultat d'un grand nombre de décisions individuelles et éthiques d'achat ou peut-être d'un New Deal vert, la seule force sociale capable de changer fondamentalement la société est celle qui la reproduit quotidiennement, le prolétariat international.

En affirmant ses intérêts de classe, le prolétariat résiste à la fois à la guerre impérialiste et, par sa lutte, prend conscience de la nécessité historique objective d'abolir le capitalisme, ouvrant la perspective d'une société dans laquelle l'ingéniosité humaine collective peut être consacrée exclusivement à la satisfaction des besoins humains tout en gérant l'environnement naturel.

Stavros, Janvier 2019

Réunion publique du GIGC à Toronto

Nous tiendrons une réunion publique le 3 mars 2019, à 14h, au Sidney Smith Hall du campus de l'Université de Toronto. Le sujet de la réunion sera le rapport entre la crise économique, la lutte des classes et la guerre impérialiste.

Hommage au camarade Peter du Parti Communiste International

Nous voulons rendre hommage au camarade Peter membre du Parti communiste international au Canada qui est décédé fin 2018. Nous exprimons notre solidarité avec ses proches et tous les militants l'ayant côtoyé, en particulier les camarades du *PCI-Le Prolétaire* (*Proletarian* en Amérique du nord et en langue anglaise).

Certains d'entre nous ont connu Peter et avaient développé des relations fraternelles et même, pouvons-nous dire, amicales avec lui. Notre tristesse n'en est que plus grande.

Nous vous invitons d'ailleurs à lire l'hommage au camarade Peter faite par son organisation dans *Le Prolétaire* # 530.

Le GIGC.

Débat sur la question syndicale

Nous avons rapidement mentionné le groupe américain Gulf Coast Communist Fraction dans le numéro précédent. Il a publié son premier texte en mars 2018 sur son site web ^a. Dans le second, La nécessité de fractions communistes, le groupe établissait sa filiation historique dans le cadre de « la Gauche italienne à l'étranger (1927-1393), de la Fraction française de la Gauche communiste (1939-1943) et de la Gauche communiste de France (1943-1952) ». En collaboration étroite avec Workers Offensive (USA), sous l'impulsion active de Nuevo Curso (Espagne) et avec la participation de la TCI et de nous-mêmes, le GCCF a depuis lors développé des discussions internes afin que ses membres puissent débattre et se définir de manière plus précise sur les positions de classe et, ainsi, commencer à se réappropriier l'expérience de la Gauche communiste internationale. En particulier, les camarades ont publié des positions de base du groupe, Vers des points d'unité ^b, « avec lesquelles tous les membres de la fraction doivent être d'accord ». Nous avons pris position sur cette "plateforme" dans un courrier que le GCCF a publié sur son site en anglais. Dans cette lettre, tout en saluant l'effort consistant à se positionner sur le plan politique comme méthode de clarification, nous avançons quelques points critiques et surtout attirons l'attention des camarades sur le fait qu'il peut être prématuré et artificiel d'exiger que « tous les membres [soient] d'accord » sur ces points si ces accords ne découlent pas d'un processus de discussion, de clarification et de définition politique un minimum approfondi.

Les thèses du GCCF sur la question syndicale que nous reproduisons ici sont l'illustration, de par les contradictions politiques qu'elles contiennent, de cette nécessité de discussion, de clarification et de définition politique au sein du groupe en lien avec l'ensemble du camp prolétarien. Nous les faisons suivre de notre propre participation au débat du GCCF que nous leur avons fait parvenir. Nous sommes certains que la réflexion sur cette question fondamentale intéressera bien au-delà des seuls camarades du GCCF.

Une précision : la discussion internationale sur la question syndicale est bien souvent rendue difficile, en particulier avec les camarades et groupes du monde anglo-saxon, du fait du système syndical du "closed-shop" qui n'existe pas, ou peu, dans les autres pays, particulièrement en Europe continentale – tout spécialement en Italie, France, Espagne, Portugal, etc (sauf dans quelques rares exceptions). Les thèses ci-après se réfèrent à cette situation qui voit les travailleurs être obligés de se syndiquer pour pouvoir être embauchés et bénéficier des accords signés par les syndicats alors que ce n'est pas le cas dans les autres systèmes syndicaux, ni pour l'embauche, ni pour "bénéficier" des accords d'entreprise ou de branche. Du coup, il est souvent plus difficile, surtout pour les jeunes camarades sans expérience directe de lutte ouvrière, de saisir la différence entre participer à toute réunion tendant, ou visant, à rassembler l'ensemble des salariés d'un lieu de travail particulier que ce soit dans le cadre d'une assemblée générale ou bien dans un cadre formel de réunion syndicale, les deux appelées ou non par les syndicats, d'avec une participation à la vie de l'appareil syndical comme tel et qui vise à s'opposer et à saboter toute réunion générale des ouvriers. Cette difficulté apparaît particulièrement dans ces thèses d'autant plus que la discussion est obscurcie par le fait que certains membres du GCCF étaient influencés, voire membres, d'une section locale des IWW... dont les expressions locales sont parfois syndicales et parfois des groupes politiques gauchistes locaux.

^a. <https://gulfoastcommunistfraction.wordpress.com/>.

^b. <https://gulfoastcommunistfraction.wordpress.com/2018/03/26/points-of-unity/>.

Thèses sur la question syndicale (GCCF)

Introduction

Si l'on regarde les positions de base de notre fraction, on remarquera qu'un point important en est absent : la question syndicale. Ce fut un point significatif de désaccord entre les membres de notre fraction. Certains avaient de fortes sympathies syndicalistes, d'autres s'identifiaient avec les positions historiques de la Gauche allemande-hollandaise sur les syndicats, et le reste restait neutre sur la question. Les membres qui avaient des sympathies pro-syndicalistes étaient des membres payant leurs cotisations aux *Industrial Workers of the World* (IWW) depuis quelques années bien qu'ils n'aient jamais fait partie d'une branche officielle adhérente. Ce fut pour ces raisons que la forme syndicale ne fut pas traitée dans

nos positions de base. Ce ne fut qu'à partir de la correspondance et de la coordination avec le groupe Workers Offensive (de Miami) que nous pûmes développer et solidifier une position débarrassée de toute illusion syndicaliste³⁰. Nous devons à nos discussions avec Workers Offensive la formulation de nos thèses.

Thèses

1) Le syndicat n'est pas simplement une collection de travailleurs unis par un but commun. Les syndicats sont une forme particulière d'organisation avec une finalité particulière : la négociation et l'application des contrats de travail.

³⁰ . workersoffensive.org [note du GCCF].

2) En vertu des propriétés inhérentes à la forme syndicale elle-même, le syndicalisme ne peut jamais rompre avec le rapport capital-travail ni en théorie, ni en pratique. Même l'objectif final du syndicalisme "révolutionnaire" – l'organisation d'un seul grand syndicat – est totalement limité par le présupposé de ce rapport.

3) Il n'y a pas de distinction significative entre le syndicalisme de négociation ["business"] et le syndicalisme de base. La division entre la bureaucratie (ceux qui négocient-appliquent les contrats) et la base (ceux sur qui le contrat s'applique) est un résultat inévitable du contrat de travail comme la fonction définissant la forme syndicale. Au fur et à mesure que les contrats sont obtenus, les syndicats "de base" tendent à produire une couche séparée de la classe elle-même assignée à la tâche de négociation/application des contrats de travail.

4) Les syndicats furent à l'origine une forme défensive d'organisation durant la phase ascendante du capitalisme. Mais, dans sa phase déclinante, le syndicat fonctionne comme un instrument du capital régulant le prix de la force de travail. Les quelques gains qui pouvaient être possibles au sein de la société capitaliste existante, étaient obtenus par la confrontation directe de la classe au rapport travail salarié, exprimant effectivement la négation du travail salarié ce que la forme syndicale est incapable d'effectuer.

5) Même en terme de finalité réformatrice, il est devenu de plus en plus clair que la forme syndicale est inadaptée pour organiser les travailleurs dans leur combat pour des revendications immédiates, particulièrement dans le secteur public. Avec la précarisation du travail et son intensification, les syndicats sont incapables de protéger les intérêts du travail même comme simple facteur du capital.

6) Les communistes devraient se concentrer sur l'organisation de cellules d'entreprise qui ne les reliait pas aux contrats avec l'employeur comme un organe défensif alternatif de la classe.

7) Dans les cas de lieux de travail déjà syndiqués [au sens donné par le système de closed-shop, ndt], il serait stupide que les communistes s'abstiennent de participer au syndicat sur leurs lieux de travail car cette politique abandonnerait la base [rank-and-file, ndt] aux assauts sans opposition de la direction syndicale ["leadership"], et donc ruinerait la possibilité qu'une minorité révolutionnaire puisse avoir une présence sur le lieu de travail.

8) Dans les cas où la majorité des travailleurs d'une entreprise donnée décident de se syndiquer, il serait aussi stupide pour les communistes de s'abstenir de participer à ce processus sur leur lieu de travail.

9) Bien que les communistes doivent se joindre à la base

dans de nombreux cas, ils devraient toujours éviter de faire partie de la direction [syndicale].

10) Que ce soit à l'intérieur ou en-dehors des syndicats, en lien avec l'auto-organisation croissante de la classe, la tâche d'ensemble pour les communistes est de lutter contre les syndicats comme instrument du capital.

11) Les IWW³¹ ne sont pas un contre-exemple aux critiques marxistes du syndicalisme. Au niveau national, les IWW d'aujourd'hui ne sont pas un syndicat. Ils sont pour la plupart [de leurs organisations locales, ndt] une association contre-culturelle civique.

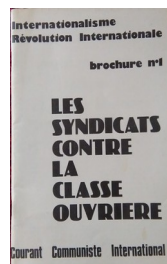
12) Dans la majorité des GMB [*General Membership Branch*, les sections locales des IWW], les IWW ne fonctionnent pas comme un syndicat, mais plutôt comme un groupe politique gauchiste qui utilise une forme éclectique d'organisation. Le Burgerville Workers Union est une des quelques branches des IWW qui fonctionne comme un syndicat et la critique du syndicalisme s'applique à celle-ci comme à de nombreux syndicats "de business" [d'entreprise, ndt].

13) Le Burgerville Workers Union ne prouve pas qu'une syndicalisation généralisée dans le service public soit possible. Mais il démontre comment la syndicalisation, dans un contexte spécifique, peut fonctionner comme un "public relation" proche du "commerce équitable" [fair trade].

14) Nous affirmons que la thèse selon laquelle la fin des vieux IWW était due à leur échec à se reconnaître comme un parti politique, ce qui a des implications pour aujourd'hui³². Au contraire, les IWW d'aujourd'hui se limitent à faire du syndicalisme d'industrie leur objectif final alors que nous les encouragerions plutôt à continuer à se recentrer sur les réseaux de solidarité et la lutte politique ouverte.

15) Selon les sections locales [GMB], nous ne rejetons une coordination limitée avec les IWW dans certaines luttes.

GCCF, juillet 2018.



Si nous ne reprenons pas nécessairement tout ce qui est avancé dans la brochure du CCI que nous avons réimprimée, nous estimons qu'il s'agit d'un document historique auquel les jeunes générations peuvent se référer aujourd'hui avec intérêt. On peut la commander à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com.

31 . Le syndicat révolutionnaire américain fondé en 1905, *Industrial Workers of the World*, est restée une organisation de masse jusqu'à la fin années 1920. Il continue de nos jours à avoir à la fois des sections syndicales en entreprise et des sections locales qui, de fait, sont des regroupements politiques locaux, note GIGC.

32 . <http://en.internationalism.org/ir/125-iww> [Note du GCCF].

Commentaires sur les Thèses du GCCF sur la question syndicale (GIGC)

Le Gulf Coast Communist Fraction (GCCF) a publié des thèses sur la question syndicale que nous voulons commenter ici. Comme leur introduction l'indique, les membres du GCCF avaient des désaccords sur cette question et, visiblement, c'est à la suite d'une discussion interne que ces thèses ont été adoptées. Le fait qu'elles contiennent quelques contradictions, y compris dans le même point parfois, signifie qu'elles ne peuvent être qu'une prise de position transitoire que le groupe devra dépasser s'il veut pouvoir développer une intervention cohérente dans les luttes ouvrières. Cependant, le fait que ces camarades n'aient pas hésité à publier ce texte malgré les conditions de sa rédaction et ses limites doit être salué et soutenu. Les commentaires critiques qui suivent ont pour but de développer la réflexion et la discussion sur cette question non seulement parmi les camarades du GCCF mais aussi au sein du camp prolétarien international comme un tout. Pour nous, la principale faiblesse de ce document est qu'il ne présente aucune approche historique sur la question syndicale, sauf une courte mention dans le point 4. Nous saluons fortement le fait que, depuis leur publication, le GCCF ait exprimé son accord avec cette critique : « *Quand nous avons publié nos "Thèses sur la question syndicale", nos camarades de Nuevo Curso ont relevé qu'il manquait quelque chose à nos thèses : une explication historique sur le passage de la forme syndicale comme organe de défense de la classe ouvrière à celui d'instrument complètement intégré au capital* » (*Introduction to B. Peret on the History of Unions*³³). Il en résulte que chaque point des Thèses est posé de manière abstraite sans être relié à la réalité de la lutte des classes ; c'est-à-dire qu'elles tendent à considérer le rapport capital-travail seulement comme un rapport économique et non fondamentalement comme un rapport politique.

Même si pour notre part, nous ne partageons pas l'explication théorique que la gauche germano-hollandaise a donné pour sa dénonciation des syndicats, il n'en reste pas moins qu'elle fut le premier courant qui a "sentit" que les syndicats étaient historiquement "morts" comme organisation unitaire du prolétariat et qu'ils étaient passés au service de l'État capitaliste. Ainsi, la plupart du travail critiquant et dénonçant les syndicats a été développé par ce courant. En particulier, Anton Pannekoek, tant dans les années 1920 lorsqu'il défendait et soutenait la révolution russe, les bolcheviques et l'Internationale Communiste que lorsqu'il devint dans les

années 1930 un des principaux théoriciens du courant conseilliste, a écrit des textes importants qui méritent toujours d'être lus et discutés aujourd'hui. En particulier dans son article *Le syndicalisme*³⁴ (1936), il commence par faire un rapide historique des syndicats et de la lutte de la classe ouvrière en lien avec le développement du capitalisme. Alors que dans une première période historique, la classe ouvrière pouvait s'opposer à un "seul patron" ou à une fraction industrielle de la bourgeoisie, les conditions de la lutte ouvrière ont changé ensuite au point que ce type de luttes de "corporation" ou de secteur industriel n'est plus efficace : « *L'impuissance du syndicalisme n'a rien de surprenant, car si un groupe isolé de travailleurs peut apparaître dans un juste rapport de force lorsqu'il s'oppose à un patronat isolé, il est impuissant face à un employeur qui est soutenu par l'ensemble de la classe capitaliste. C'est ce qui se passe dans le cas présent : le pouvoir étatique, la puissance financière du capitalisme, l'opinion publique bourgeoise, la virulence de la presse capitaliste, concourent à vaincre le groupe de travailleurs combattifs* ».

Ce point est très important car il souligne le fait que, en lien avec le développement du capitalisme et sa domination sur l'ensemble de la société, la classe ouvrière se confrontait à une classe dominante de plus en plus unie dont l'expression principale est l'État capitaliste. Ce phénomène, déjà en cours à la fin du 19^e siècle, s'est accéléré de manière incroyable durant la 1^{ère} Guerre mondiale pour les besoins de la guerre elle-même. C'est tout particulièrement durant la guerre impérialiste et du fait de ses besoins que l'État capitaliste a développé son caractère totalitaire au point d'envahir et d'occuper toutes les dimensions de la vie sociale et d'intégrer toutes les différentes organisations de l'existence sociale – c'est ce que nous appelons *capitalisme d'État* qui ne peut être simplement réduit aux mesures et politiques économiques. Il est inutile d'expliquer ici comme le *capitalisme d'État*, particulièrement sous sa forme ou régime démocratique, est aujourd'hui dominant et puissant comme jamais. Pour le prolétariat et sa lutte historique comme ses luttes immédiates, le développement du *capitalisme d'État* jusqu'à aujourd'hui a deux conséquences principales :

- les "espaces" et organisations de masse prolétariens permanents, les partis ou syndicats (ou encore les *Bourses du travail*³⁵), sur lesquels se basaient les luttes de la classe ouvrière, ont disparu ou ont été "incorporés"

33 . On peut trouver la version française de ce texte écrit par B. Peret et G. Munis à la page "web" suivante : <https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2009/09/syndicats-munis-peret.pdf>. Sinon, la version anglaise publiée par le GCCF : <https://gulfcoastcommunistfraction.wordpress.com/2018/09/23/benjamin-peret-on-the-history-of-unions/>.

34 . https://www.marxists.org/francais/pannekoek/works/1936/01/pannekoek_19360100.htm

35 . Il s'agit des organisations géographiques ou locales des syndicats distinctes, mais complémentaires, des syndicats d'usine et de branche. Elles furent particulièrement actives à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e.

par l'État. Bien sûr, ce fut un processus historique qui a duré des décennies mais dont la date charnière peut être fixée à Août 1914, la déclaration de la 1^{er} Guerre mondiale, et est définitivement achevé avec la guerre impérialiste suivante qui commença en 1939, si ce n'est plus tôt ;

- l'occupation par l'État de toutes les dimensions, ou espaces, de la vie sociale signifie que son caractère totalitaire – loin de se limiter aux régimes fascistes et staliniens – empêche toute "vie" prolétarienne permanente ; c'est-à-dire une opposition permanente et de masse à l'idéologie et politique bourgeoises, sauf durant les mobilisations massives de la classe.

Par conséquent, et depuis lors, sauf durant les quelques mobilisations massives et périodes révolutionnaires, le prolétariat ne peut plus s'organiser dans des organisations unitaires permanentes, c'est-à-dire les organisations qui regroupent indépendamment de leur opinion politique tous les ouvriers d'une entreprise donnée, d'une industrie, d'une ville ou d'un pays, que ce soit en syndicat, ou assemblée générale, ou en comité de grève ou des conseils ouvriers. Une fois que la lutte est finie, ces organisations disparaissent ou, si elles persistent, elles sont intégrées par l'État – généralement comme nouveau syndicat radical et "de base". Il en va de même pour les partis politiques prolétariens : ils ne peuvent plus être des partis de masse comme le parti social-démocrate allemand au 19^e siècle mais seulement des partis communistes minoritaires même durant une période révolutionnaire.

Donc, de cette introduction, le lecteur peut facilement en déduire que, pour nous, les thèses sont réductrices, et même qu'elles affaiblissent la compréhension et l'approche révolutionnaire sur la question syndicale aujourd'hui. Voyons maintenant les Thèses une par une.

Les thèses 1 et 2

La thèse 1 défend que les syndicats ont pour objet « *la négociation et l'application des contrats de travail* » alors que la thèse 2 prétend abstraitement – c'est-à-dire sans aucune approche ou référence historique – que « *en vertu des propriétés inhérentes à la forme syndicale elle-même, le syndicalisme ne peut jamais rompre avec le rapport capital-travail ni en théorie, ni en pratique* ».

Déjà sur ces seules thèses, nous aurions beaucoup de commentaires, de rectifications ou d'élaborations à faire. Centrons-nous sur quelques unes. Les thèses réduisent la fonction des syndicats à la seule dimension économique, à savoir celle des négociations des contrats de travail. Ainsi, elles ignorent la citation de Marx selon laquelle « *Les syndicats sont les écoles du socialisme. Dans les syndicats, les ouvriers deviennent socialistes parce qu'ils y voient chaque jour, de leurs propres yeux, la lutte contre le capital* »³⁶. Par conséquent, il ne voit pas

36 . L'interview de Marx par Hamann publié dans le *Volkstaat* en

le rôle des syndicats se limiter à la seule dimension économique mais s'étendre aux dimensions politique et historique. Ainsi, l'assertion selon laquelle le syndicat « *en vertu de ses propriétés inhérentes à la forme syndicale elle-même* » n'est pas adapté pour rompre « *en théorie* » avec le rapport capital-travail n'est pas valable³⁷. Selon ces points, les syndicats ne peuvent pas rompre avec le capitalisme du fait de leur "forme" ; et non du fait de leur fonction et place dans la lutte des classes **comme organisation unitaire de la classe** dans le passé ou **comme... organes politiques à part entière de l'État capitaliste** comme ils le sont clairement aujourd'hui. Cependant, dans les deux cas, leur fonction et action fondamentales sont principalement... politiques car « *toute lutte de classes est une lutte politique* » (*Le manifeste du parti communiste*).

Thèse 3

Elle rejette toute « *distinction significative entre syndicalisme de "business"*³⁸ et le syndicalisme "de base" » ce qui est juste en soi, même si nous ne comprenons pas exactement quelle est la distinction entre les deux mais sans doute est-ce dû au système américain du *closed-shop*. En cohérence avec les deux premières thèses, la rapide dénonciation du syndicalisme de base se limite seulement à la forme organisationnelle syndicale et ignore sa fonction politique principale : contrôler les prolétaires les plus combattifs et dévier toute expression collective de lutte sur le terrain politique bourgeois.

Thèse 4

Cette thèse traite de deux questions différentes. La première, même si encore avec la vision des syndicats ayant pour simple rôle la négociation, essaie d'avoir une compréhension historique de la question syndicale et fait une distinction de fonction entre « *les phases ascendante et déclinante du capitalisme* ». Nous ne pouvons qu'encourager cette méthodologie historique pour discuter et clarifier toute question et position du programme communiste. La deuxième phrase a le mérite d'appeler à « *la confrontation directe de la classe au rapport salaire-travail, exprimant réellement la négation du travail salarié* ». Cependant la seconde partie peut être très confuse. Non seulement passe-t-elle

1869 et reproduit par *La révolution prolétarienne* #26 en 1926 et *La critique sociale* en 2008 : <http://www.critique-sociale.info/94/entretien-de-karl-marx-avec-j-hamann/>.

37 . En passant, beaucoup de syndicats du passé, particulièrement le syndicalisme révolutionnaire, rompait avec les rapports sociaux capitalistes au niveau théorique et "programmatique". Par exemple, le "programme" de 1905 de la CGT française, syndicat de masse : « *Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT : "La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat"* ».

38 . Sans doute les camarades évoquent-ils le syndicalisme "officiel" qui se dédie principalement aux négociations contractuelles.

sous silence la confrontation directe, concrète et matérielle avec la classe dominante et l'État – la lutte politique de classe – mais elle introduit en plus l'idée que la confrontation de classe devrait exprimer la négation du travail salarié. Si cette affirmation est comprise comme signifiant que la lutte révolutionnaire du prolétariat, sa lutte de classe, exprime historiquement la négation du travail salarié, nous pouvons être, en soi, abstraitement, en accord avec elle. Si elle est comprise comme le rejet de toute revendication salariale ou matérielle pour les conditions de vie quotidienne du prolétariat, alors nous sommes en opposition complète et nous combattons cette vision qui est souvent mise en avant par ces courants que nous appelons *modernistes*.

Thèse 5

Bien qu'elle reste dans le cadre de la vision *économiste* des syndicats, nous sommes d'accord que les syndicats sont « *inadaptés pour organiser les ouvriers dans le combat pour les revendications immédiates* ». Bien sûr, nous ajoutons "de nos jours", "dans notre période historique". Donc, ce n'est pas seulement du fait de leur forme. Par exemple, la forme syndicale, celle-là même des unions locales, les *Bourses du travail*, ne l'empêchèrent pas de jouer un rôle actif au cours du développement de la grève de masse en Italie en 1919 et 1920 : « *À Florence, comme dans des dizaines d'autres villes, c'est encore à la Bourse du travail et aux coopératives ouvrières que les biens réquisitionnés (nourriture, chaussures, tissu) sont portés dans des camions parés de rouge. Et c'est la Bourse du travail qui décide de la réouverture du magasin après avoir imposé des réductions de prix de 50 à 70 %. Dans des centaines de villes, les Bourses du travail et des "comités de réquisition", des "commissions des prix" procèdent aux réquisitions, fixent les prix, assurent l'ordre dans les rues commerçantes où des militants patrouillent pour éviter le vandalisme* » (Italie 1919-1920 les deux années rouges, Bruno Paleni, Les bons caractères, 2011).

Thèses 6 à 10

Elles traitent la question de l'intervention et de l'attitude des communistes par rapport au syndicat. Dans ces points, on se trouve en face de la difficulté que présentent les différences entre le système syndical du "closed-shop" et les autres systèmes syndicaux³⁹.

En premier lieu, pour nous, qu'il s'agisse d'un groupe ou du parti politique, ou d'ouvriers militants sur leur lieu de

travail, les communistes doivent essayer d'intervenir autant qu'ils le peuvent et partout où ils le peuvent. Que ce soit dans une réunion ou une assemblée appelée ou non par un syndicat, que ce soit dans le cadre syndical ou organisationnel ou non, imposé ou non par le closed-shop, ne change pas le fait que les révolutionnaires devraient toujours essayer d'intervenir s'ils peuvent s'adresser à l'ensemble des ouvriers et les appeler à préparer et organiser... la lutte – ou au moins faire de la propagande et s'opposer aux campagnes et idéologies des patrons et des syndicats. Manifestement, c'est ce que ces Thèses défendent et développent. Comme tel, nous soutenons et sommes d'accord avec elles. Nous sommes aussi d'accord que les ouvriers communistes tout comme les groupes politiques communistes devraient essayer « *d'organiser des cellules d'entreprise* »⁴⁰ chaque fois et partout où c'est possible.

Nous voudrions revenir plus particulièrement sur la thèse 7. « *Dans les cas de lieux de travail déjà syndiqués [au sens donné par le système de closed-shop], il serait stupide que les communistes s'abstiennent de participer au syndicat sur leurs lieux de travail car cette politique abandonnerait la base [rank-and-file] aux assauts sans opposition de la direction syndicale ["leadership"], et donc ruinerait la possibilité qu'une minorité révolutionnaire puisse avoir une présence sur le lieu de travail* ». En premier, ce point suppose d'adopter une "tactique" spécifique pour les lieux de travail déjà syndiqués du système "closed-shop". Telle que posée ici, cette question n'existe pas dans les autres systèmes. Nous ne comprenons pas ce que la thèse veut dire, ou à quoi elle se réfère, quand elle parle de « *participer au syndicat* ». Si c'est participer à la vie interne de l'appareil syndical, alors nous sommes en désaccord car cela reviendrait à développer et entretenir non seulement la "crédibilité" des syndicats aux yeux des travailleurs sur le terrain de "ce sont des lieux où l'on peut débattre", mais aussi parce que ce serait développer et participer activement à la "vie interne syndicale" qui ne peut qu'être opposée aux luttes ouvrières, même des plus petites.

Ensuite, cette participation est défendue car, dans le cas contraire, ce serait abandonner la base à la direction syndicale. Mais qu'est-ce que la base ? La thèse 3 parle de base... *syndicaliste*. Si ce point mentionne cette base, c'est-à-dire tout type de syndicalisme radical, combatif, de base qui existe dans tous les pays, la tâche des révolutionnaires n'est certainement pas de le soutenir, ou d'empêcher qu'il soit "défait" par la direction syndicale, mais de combattre contre les illusions qu'il entretient et les sabotages et pièges qu'il monte contre les luttes

39 . Il est important de relever que certaines des thèses se réfèrent aux caractéristiques spécifiques du système syndical qui prévaut principalement en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne, le "closed-shop". Nous ne pouvons traiter cette question dans le cadre de ce texte mais le point clé est qu'aujourd'hui les communistes doivent rompre avec l'idéologie et la pratique syndicale sur leur lieu de travail qu'ils soient contraint ou non d'être syndiqués.

40 . Nous avons compris l'emploi du terme "cellule d'entreprise" comme "comité de lutte" suscité et animé par les communistes et non pas comme les cellules du parti créés au début des années 1920 dans les PC et qui ont servi comme un des moyens de la "bolchevisation-stalinisation" des partis... (note de la rédaction).

ouvrières. Donc, certainement du fait que des camarades du GCCF sont encore très proches des IWW, ce point appelle à défendre le syndicalisme de base que le point 2 a dénoncé comme du syndicalisme pur dont la forme ne peut défendre les intérêts et la lutte des prolétaires selon l'ensemble des Thèses. Nous pouvons voir dans ce point comment une critique abstraite et formelle des syndicats peut très vite mener à des concessions au syndicalisme radical – encore plus dangereux quand ses militants sont sincères et honnêtes et qu'ils prennent des risques personnels – et être inutile, si ce n'est opposée, au développement des luttes et à la conscience des ouvriers contre les dangers concrets du **syndicalisme**. Celui-ci ne peut pas être réduit aux seules directions syndicales qui, très souvent, manquent de crédibilité auprès des ouvriers les plus combattifs, mais s'étend au syndicalisme de base le plus radical dont la fonction principale, politique, est de ramener les travailleurs sur le terrain et la politique syndicaliste⁴¹.

Cette confusion sur le syndicalisme de base se répète à la thèse 9 qui établit une différence nette entre celui-ci et la direction syndicale alors que, selon nous, les communistes doivent précisément et au contraire souligner et rendre clair le fait que le syndicalisme de base et tout type de syndicalisme radical, quelles qu'en soient la forme et l'expression, **est le complément indispensable des directions syndicales** afin que les syndicats et tout l'appareil d'État capitaliste puissent contrôler et saboter les luttes ouvrières aussi bien quotidiennes que révolutionnaires et détourner les prolétaires de leur luttes et terrain de classe.

Avant de conclure, nous sommes d'accord avec la thèse 11 sur les IWW. Les points 12 à 15 sont spécifiques à la situation locale et à la pratique des IWW. Il est difficile de les comprendre précisément. Alors qu'ils semblent voir les IWW, dans leur pratique, comme un groupe gauchiste (Thèse 12), la dernière thèse laisse la porte ouverte à des "coopérations" avec certaines sections locales (les *General Membership Branch*). Cela est politiquement contradictoire et même dangereux si on comprend clairement, comme la Gauche communiste, que le gauchisme fait partie des forces politiques capitalistes qui s'adressent particulièrement aux luttes de la classe ouvrière pour la sauvegarde de l'État capitaliste. Finalement, il apparaît que ces thèses sont une tentative de synthèse entre différentes positions de classe, prolétarienne et capitaliste (gauchiste) ; cette dernière thèse étant influencée par des pratiques syndicalistes immédiates et locales. Le résultat en est qu'elles

41 . Parmi de si nombreux exemples dans la lutte des classes d'actions de dévoiement et de sabotage de la part des syndicats radicaux et du syndicalisme de base depuis la fin des années 1960, on peut se référer à notre bilan de la lutte des cheminots en France de 2018 et l'action "radicale" du syndicat SUD dans notre revue *Révolution ou Guerre* #10 (<http://igcl.org/Rapide-bilan-de-la-defaite-des>).

n'expriment pas simplement des confusions politiques mais surtout qu'en réalité elles expriment des concessions politiques au syndicalisme. Nous pensons important d'insister sur le besoin de rompre non seulement avec les "syndicats officiels" [les grandes centrales] ou les directions et bureaucrates syndicaux, mais aussi avec le *syndicalisme* comme un tout, son idéologie et sa pratique exprimées particulièrement par le syndicalisme radical et militant de base dont les militants sont souvent des gauchistes ou influencés par le gauchisme. Aujourd'hui, les syndicats sont des organes à part entière de l'État capitaliste et le syndicalisme est devenu une idéologie et une pratique capitalistes contre la lutte de la classe ouvrière. Pour rompre réellement et profondément avec le syndicalisme, il est important de se rappeler l'expérience de la... Gauche allemande et du KAPD : alors qu'elle était, en apparence et superficiellement, contre les syndicats, elle n'a jamais vraiment rompu avec le syndicalisme comme tel. Alors que son mot d'ordre de l'époque, 1920, était le radical "quittez les syndicats !", elle a finalement appelé à la formation des AAUD (Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands) et AAUE (Allgemeine Arbeiter Union-Einheitsorganisation) qui en fait étaient... de nouveaux syndicats, certes radicaux et "démocratiques", mais toujours des syndicats. C'est une expérience importante qui a été critiquée par d'autres fractions de gauche à laquelle nous devrions nous référer et discuter.

Selon nous, le point clé pour adopter et développer une position et une pratique claires par rapport aux luttes quotidiennes et historiques de la classe ouvrière, et en rapport à l'opposition des syndicats à celles-ci, est se rappeler et tirer les conséquences et les significations politiques du fait que la lutte des classes est une lutte politique et que le prolétariat se confronte toujours à l'appareil d'État. Cette leçon provient de la lutte de Marx et d'Engels contre l'*indifférentisme politique* et l'anarchisme, de Lénine contre l'*économisme*, de Rosa Luxemburg contre le révisionnisme au sein du parti social-démocrate allemand et des syndicats – cf. *Grève de masse, parti et syndicat* –, du parti communiste d'Italie (et Bordiga) contre le fétichisme de Gramsci sur les conseils d'usine⁴², jusqu'à celle que nous devons mener aujourd'hui contre l'*économisme* moderne, ce que nous appelons *conseillisme*, et l'indifférentisme politique de l'anarchisme moderne.

Le GIGC, 29 octobre 2018.

42 . Bordiga, *Seize Power or Seize Factory* : <https://www.marxists.org/archive/bordiga/works/1920/seize-power.htm> or *Revolution or War* #5 : <http://igcl.org/Seize-Power-or-Seize-the-Factory>.

Débat au sein du camp prolétarien

Comment se présente l'alternative historique révolution ou guerre ?

Nous attirons l'attention des lecteurs, des sympathisants et des groupes politiques se réclamant de la Gauche communiste sur l'importance du texte de la Tendance Communiste Internationaliste que nous publions ici. Malheureusement du fait de sa longueur, nous ne pouvons qu'en publier des extraits dans la version imprimée de cette revue. Nous renvoyons les lecteurs "papier" à notre page internet où il est reproduit in extenso – ou bien encore sur les pages web de la TCI⁴³. Les coupes que nous avons sélectionnées ne concernent que la première et principale partie du texte sur la crise économique du capital. Nous en avons retenu ici que les passages qui, outre qu'ils fournissent les éléments généraux expliquant l'impasse économique du capitalisme depuis la fin des années 1960, mettent en lumière le lien entre la crise du capital et la guerre impérialiste. Ce dernier point est fondamental, particulièrement aujourd'hui, car le rapport entre les deux, crise et guerre, est devenu particulièrement étroit au point qu'il s'impose maintenant comme l'élément déterminant de manière directe de l'évolution de la situation, de ces grandes tendances, et particulièrement l'ampleur, les conditions et les formes de la lutte de classe que mène le capital contre le travail, la bourgeoisie contre le prolétariat. Voilà pourquoi, à grands traits, cet article de la TCI doit servir de référence théorique et politique pour la réflexion, le débat et la clarification des enjeux historiques actuels.

Dans sa deuxième partie, le texte de la TCI avance quelques éléments pour comprendre quel est le terme le plus probable de l'alternative historique capitaliste, la guerre impérialiste généralisée ou bien la révolution prolétarienne internationale, tout en rejetant l'idée, à juste raison, que le cours des événements, leur dynamique, soit mécanique et automatique. Certains lecteurs pourront s'interroger sur l'utilité d'une telle préoccupation pour essayer de "prévoir la perspective la plus probable" en pensant qu'il est inutile de rentrer dans des spéculations sur l'avenir et qu'il suffit de rester clair et ferme sur les positions de classe, sur l'internationalisme en particulier. Or, dénoncer l'alternative capitaliste en soi, abstraitement, sans lien avec l'évolution réelle de la situation et des antagonismes de classe, n'est pas suffisant. Dans ce cas, les minorités révolutionnaires, les avant-gardes politiques, le parti, resteront à la queue des événements, en retard car ne comprenant pas comment s'exprime l'alternative dans les faits, dans l'affrontement entre les classes, au fur et à mesure du cours des événements, voire en n'en saisissant pas les éventuels renversements de dynamique, et seront ainsi incapables de s'orienter avec succès au milieu des tempêtes du drame historique qui s'annonce.

C'est précisément ce point de l'article que nous voulions soutenir à l'origine, en tant que préoccupation politique, et que nous voulions débattre face à des formulations qui nous paraissent imprécises. Mais... au cours de notre discussion interne, nous nous sommes aperçus que cet article de la TCI posait en fait des questions plus importantes encore sur le rapport parti-classe et sur la dynamique même de la lutte prolétarienne que nous avons déjà soulevées dans le précédent numéro de la revue (Quelques commentaires sur le texte de la TCI⁴⁴). Voilà pourquoi nous faisons suivre le texte de la TCI de commentaires critiques. Une dernière précision : selon nous, ces différences se situent dans le camp prolétarien, au sein du parti en devenir et, à ce titre, nos observations critiques se veulent fraternelles et ne visent qu'au renforcement politique général. Cela va sans dire mais cela va mieux en le disant...

Dix ans après l'éclatement de la crise, où en est l'économie mondiale ? (TCI)

L'économie mondiale est en mauvais état et l'économie américaine dans une situation pire encore. La crise de 2008 n'a pas été résolue alors que de nombreux analystes craignent une nouvelle explosion financière. Le capital n'investit plus dans les activités productives et les entreprises vivent comme elles le peuvent en essayant de ne pas s'endetter davantage. La rentabilité des entreprises est faible, les taux de profit diminuent. Les capitaux se tournent de plus en plus vers la spéculation. C'est la même vieille situation, à la différence près que le coût du sauvetage de la crise précédente ne pourra pas être supporté lors de la prochaine. Les bruits de la guerre se font entendre au

loin, accompagnés de la menace croissante de nouvelle et catastrophique barbarie. (...).

La grande récession de 2007-2008 puis la longue dépression qui s'en est suivie et qui se poursuit encore, ont affaibli le cadre économique global. L'économie capitaliste mondiale reste stagnante, avec un faible taux de croissance de la productivité. Les flux commerciaux ralentissent et, surtout, la rentabilité du capital productif ne s'est nullement améliorée. Entre-temps, la coopération a été remplacée par une concurrence de plus en plus cruelle (voir la politique tarifaire de Trump). Selon les projections des économistes de la Banque

43 . <http://www.leftcom.org/fr/articles/2019-01-09/dix-ans-apr%C3%A8s-l-%C3%A9clatement-de-la-crise-o%C3%B9-en-est-l-%C3%A9conomie-mondiale>.

44 . *Révolution ou guerre* #10, <http://igcl.org/Quelques-commentaires-et>.

mondiale, la croissance économique mondiale devrait tomber à 2,9 % d'ici à 2020 et, par conséquent, la longue dépression qui a commencé en 2008 non seulement n'a pas pris fin, mais encore se poursuivra avec son fardeau de guerres commerciales, de guerres économiques puis de guerres de pillage de plus en plus violentes et généralisées.

Aux États-Unis, la dette publique, qui était d'environ de 9000 milliards de dollars en 2007 (75 % du PIB), avait atteint 19 200 milliards en 2016, soit 105 % du PIB⁴⁵. Ces dernières années, sous Trump, elle n'a fait qu'augmenter et elle sera encore pire demain. (...).

C'est pourquoi les guerres, qui n'ont jamais cessé depuis 1945, reflètent la tension croissante entre les États-Unis et les autres puissances impérialistes. Aujourd'hui, la concurrence s'intensifie sur tous les fronts – productif, commercial, monétaire et stratégique – et se transforme en confrontation militaire ouverte. Mais le moteur reste toujours la crise économique/financière, la faible rentabilité des usines, la crise des profits et la spéculation qui s'ensuit, l'énorme dette contractée et le risque qu'une hausse des taux d'intérêt américains déclenche une crise de la dette irrémédiable et les prémises d'une autre crise mondiale bien pire que celle que les optimistes définissent comme déjà dépassée. (...).

Voilà donc la seule façon pour le capital de sortir de la crise économique et financière à court terme : dévaluations concurrentielles, spéculation, droits d'importation, exploitation plus intense de la main-d'œuvre, démantèlement de l'État-providence. Toutefois, à long terme, seule une destruction substantielle de la valeur-capital peut résoudre le problème de la crise de la rentabilité du capital. Ce n'est pas un hasard si, pendant la Seconde Guerre mondiale, ce sont les secteurs productifs qui ont été les plus dévastés. Par la suite, cela a permis à l'impérialisme américain d'investir de manière productive dans le renouvellement des infrastructures et la reconstruction d'usines industrielles européennes situées principalement en Italie, en France, en Allemagne et même au Japon et d'exporter son capital financier excédentaire vers les secteurs économiques clés des pays vaincus. (...).

D'un point de vue politique, au-delà de la nécessité d'analyser ce qui se passe dans le monde, il faut affirmer fermement que la crise n'est pas un accident, une catastrophe naturelle inévitable ou une sorte de malédiction divine, mais le produit du mode de production existant, du capitalisme mondial qui connaît une crise économique profonde à laquelle il ne peut échapper ; qui génère une masse financière égale à 12-14 fois le produit intérieur brut mondial ; qui s'éloigne de la production pour se consacrer à la spéculation car la

45 . Selon J Rickards, dailyreckoning.com, en novembre 2018, la dette des États-Unis a atteint à peu près 21,6 mille milliards de dollars (\$21.6 trillion).

rentabilité de l'économie réelle ne permet plus les investissements productifs. Bref, c'est la chute du taux de profit qui accélère la concurrence capitaliste et le choc des impérialismes.

Dans ce contexte, la tendance à la guerre n'est pas une simple menace, mais la réalité concrète de toutes les relations internationales et un état de fait qui implique toutes les principales puissances impérialistes de la planète en divers endroits du monde.

C'est une situation qui ne peut être résolue qu'en allant au cœur de la contradiction qui sous-tend l'édifice capitaliste tout entier, c'est-à-dire la relation entre le capital et le travail. Le problème ne peut en aucun cas être résolu en termes de redistribution, comme le supposent toujours les réformistes plus ou moins radicaux, mais seulement en construisant un rapport de force dans la lutte entre les classes et donc une direction politique sous la forme du parti politique de classe. Un tel parti appellera à briser la contradiction elle-même pour jeter les bases politiques et économiques de la construction d'une nouvelle société, une société qui ne soit plus fondée sur le rapport capital-travail, qui ne vise pas à maximiser le profit, sans les guerres qui détruisent pour pouvoir reconstruire, sans l'existence de classes qui supposent la domination économique et politique de l'une sur l'autre. En d'autres termes, une société de producteurs associés qui travaillent et construisent pour des besoins collectifs, où chacun contribue en fonction de ses compétences et capacités particulières. Sinon, ce sera encore la barbarie, la destruction et la mort pour des millions de prolétaires, victimes d'abord de l'exploitation puis de la guerre, qui devront recréer les conditions pour la production du profit lui-même. Il n'y a pas d'autre solution. Soit le prolétariat mondial réussira à échapper aux chaînes du nationalisme, aux mille mécanismes de guerre que l'impérialisme déclenche chaque jour, soit l'explosion d'une des nombreuses bulles spéculatives - peut-être due à la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale - sera suffisante pour intensifier et généraliser le drame des guerres existantes et faire du monde un immense cimetière.

Soit la guerre, soit la révolution

Ou la guerre ou la révolution. C'est ou la guerre avec son lourd fardeau de mort, de destruction et de barbarie ou bien la révolution au cours de laquelle le prolétariat se charge de donner vie à un nouveau cadre social équitable, communautaire et humain. Mais pour que cela se produise, il faut un parti international fort pour soustraire les salariés à la pensée dominante de la classe dirigeante, emplie de provincialisme, de nationalisme, de racisme : comme si ces manifestations de l'idéologie bourgeoise étaient toujours et en tout cas l'étoile polaire de toute l'humanité. Il est vital de saper et de démolir l'idéologie dominante de la classe dirigeante pour

commencer à poser la question d'un choc frontal classe contre classe, pour présenter une alternative à ce système qui ne peut qu'exploiter, provoquer des crises, dévaster l'écosystème, apporter des guerres désastreuses qui ne font qu'annoncer des conflits impérialistes plus graves qui permettront de détruire suffisamment de capital pour reconstruire, pour créer les conditions pour un nouveau cycle d'accumulation. Celui-ci conduira inévitablement aux mêmes problèmes qu'auparavant, mais avec une capacité encore plus grande pour détruire le monde et avec un prolétariat qui n'aura pas su trouver la force d'empêcher une nouvelle barbarie. Pour notre part, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher que cela ne se produise.

Le "dualisme" de la guerre ou de la révolution n'est pas une invention du dieu Mars ou de Prométhée rebelle et enchaîné. Il n'y a pas de cours historique qui mène nécessairement à la guerre ou à la révolution. Le monde ira vers la guerre ou la révolution, non pas parce que l'histoire est déjà écrite dans le Grand Livre, mais seulement comme le résultat de l'équilibre du pouvoir entre la classe dirigeante et la classe subordonnée. Et cela n'est écrit nulle part, sauf dans la conscience de ceux qui travaillent dans une direction ou l'autre. Il n'y a pas de cours de l'histoire qui mènent d'un côté ou de l'autre. Le seul critère valable est d'évaluer l'équilibre du pouvoir entre les classes, les fondements économiques qui conditionnent leur existence, les idéologies qui les dominent et les signaux qui viennent de l'une ou de l'autre classe. Si nous nous aventurons aujourd'hui dans une hypothèse, sur la base des éléments actuels, nous devrions dire que la "solution" de la guerre est la plus probable. En effet, dans l'état actuel des choses, l'équilibre du pouvoir est du côté des différentes bourgeoisies impérialistes. Chacune d'elles s'attaque à son prolétariat par une plus grande exploitation, des contrats de travail chaque fois pires, en augmentant la pauvreté relative et absolue. Elles font et brisent les gouvernements les plus absurdes en les soutenant ou en les laissant tomber selon leurs propres intérêts contingents. À l'étranger, c'est-à-dire en dehors de leur marché économique, sous la pression de la crise, elles dressent des théâtres de guerre dont les armées sont le plus souvent composées de prolétaires dans la zone en conflit. Peu importe que les prolétaires soient Kurdes ou Arabes, Chiites ou Sunnites. L'important, c'est qu'ils soient entraînés dans les mécanismes idéologiques de tel ou tel impérialisme et qu'ils agissent comme de la chair à canon au seul bénéfice des intérêts de l'impérialisme qui les a soumis idéologiquement.

En ce qui concerne le prolétariat, c'est le contraire qui est vrai. Au sein de chaque État, il s'oppose rarement aux attaques économiques et aux conditions de vie de plus en plus humiliantes qui lui sont imposées par chaque bourgeoisie respective. Nous vivons à une époque où la

crise est si profonde que les potentialités d'obtention des revendications qui caractérisaient autrefois la lutte quotidienne se sont réduites. Aujourd'hui, les travailleurs luttent moins pour une augmentation de salaire que pour les droits sociaux les plus élémentaires, comme le logement, de meilleures conditions de vie et de meilleurs services. Lorsque les travailleurs manifestent dans la rue, ils le font pour se défendre contre les attaques de la bourgeoisie. Ils le font pour garder leur emploi, pour empêcher que certains services ne soient délocalisés ou que l'usine ne soit déplacée à l'étranger où une autre armée de personnes désespérées est prête à être exploitée dans des conditions pires encore. C'est le tableau, l'instantané qui nous fait dire que l'équilibre actuel du pouvoir entre les classes nous pousse à envisager la possibilité d'une guerre encore pire en termes d'intensité de destruction et d'implication des masses prolétariennes internationales. Mais les choses ne vont pas toujours comme la photo instantanée du moment le suggère. Sur une plus longue période, ce n'est pas l'image instantanée mais un film en cours qui pourrait changer l'histoire. En d'autres termes, l'équilibre du pouvoir entre les classes peut changer au cours des événements.

N'oublions pas la révolution d'Octobre qui eut la force d'éclater en pleine Première Guerre mondiale. Alors, il y avait aussi une crise économique mondiale; les différents prolétariats européens étaient sous la bannière de leurs impérialismes respectifs et le nationalisme faisait rage dans le monde entier. Mais le prolétariat russe a relevé la tête, s'est opposé au carnage de la guerre, a combattu pour la révolution contre la barbarie impérialiste avec son parti, ses tactiques et sa stratégie communiste.

Puis vint l'isolement des autres expériences révolutionnaires en Europe et l'énorme recul économique encouragea les forces de la contre-révolution, même au sein du parti bolchevique lui-même.

Les révolutionnaires n'ont donc pas seulement pour tâche d'analyser comment les choses vont se passer, que ce soit du fait d'un destin prédéterminé ou par un caprice des dieux, mais d'étudier la situation économique et sociale au fur et à mesure que la crise capitaliste se développe. Les communistes révolutionnaires ont pour tâche de créer les conditions subjectives de la révolution, non pas en opposition au rapport de forces entre les classes, mais en harmonie avec tout changement soudain et inattendu dans ces mêmes rapport de forces qui se manifesterait dans une direction plutôt que dans une autre. Parmi les objectifs subjectifs que les révolutionnaires doivent viser, il y a la construction du parti communiste international sans lequel tout changement de cap dans les rapports entre les classes, toute reprise de la lutte de classe se terminerait sans tactique ou stratégie quotidienne pour parvenir à une alternative au capitalisme. Nous resterions coincés dans

le même sillon capitaliste tragique qui génère toutes les crises et toutes les guerres. Ici aussi, la révolution d'Octobre nous a donné une grande leçon. Sans le parti bolchevique, des dizaines de millions de paysans et des millions de travailleurs se seraient détournés de toute solution révolutionnaire et auraient été réabsorbés dans le climat nationaliste mystique. Ce qui s'est passé ensuite

fait partie d'un autre aspect de l'histoire que nous pourrions appeler "révolution et contre-révolution". Aujourd'hui, il s'agit de "guerre ou révolution" et de tirer les leçons du passé qui ont conduit à la victoire du prolétariat russe et d'identifier les conditions défavorables et les erreurs qui en ont accéléré l'échec.

TCl, 2 décembre 2018

À propos du texte de la Tendence Communiste Internationaliste, *Dix ans de crise...* : La question du "cours historique", la dynamique des luttes ouvrières et... le rôle du parti

Comme nous l'avons annoncé dans la présentation du texte de la TCI, nous voulons nous arrêter sur la deuxième partie du texte *Dix ans de crise...*, celle-là même qui aborde la perspective de la guerre et de l'alternative historique *Révolution prolétarienne internationale ou guerre impérialiste généralisée*. Nous commencerons par une première précision pour pouvoir traiter de l'alternative et de la perspective historique en cours dans les mêmes termes et en essayant d'éviter les malentendus. Dans plusieurs de ses articles récents sur les conflits impérialistes, en particulier en Syrie, la TCI tend à ne pas distinguer clairement entre les guerres impérialistes locales actuelles et une guerre impérialiste généralisée, la guerre mondiale ; elle tend à présenter la seconde comme la simple continuité des premières, comme une accumulation de guerres locales s'intensifiant et se généralisant sans prendre suffisamment en considération, selon nous, la différence de qualité entre elles, le saut ou bien la rupture historique que l'éclatement de la Guerre mondiale requiert : au Proche-Orient selon l'article, « ...nous sommes en présence d'une guerre mondiale "bizarre" où, à quelques exceptions près, notamment la Chine, les principaux antagonistes impérialistes s'affrontent déjà dans une des zones stratégiques des plus importantes du monde. Ce n'est pas le fruit de l'imagination que de penser que le prochain krach financier (...) entraînera le danger d'une guerre plus généralisée par une intensification des guerres actuelles ou l'apparition de nouvelles. »

Or, le fait que les principales puissances impérialistes s'affrontent dans des guerres impérialistes locales est une constante depuis la Seconde guerre mondiale comme l'article lui-même le relève clairement. Pour autant, nous ne vivons pas une guerre mondiale ininterrompue depuis 1945 – l'article ne dit d'ailleurs pas cela. Dans les guerres impérialistes "locales", les principales puissances ne s'affrontent que sur des théâtres extérieurs, souvent par l'intermédiaire d'impérialismes secondaires locaux. Et quand elles interviennent directement comme les États-Unis en Irak ou la Russie en Syrie, leurs forces armées ne s'affrontent pas directement ; au point même que les états-majors militaires s'avertissent les uns les autres de leurs opérations aériennes en Syrie pour éviter

de se tirer dessus par mégarde. Dans une guerre mondiale, il en va tout autrement : les principales puissances s'affrontent directement et... sur leurs propres territoires. Cette distinction est importante pour pouvoir appréhender les conséquences des unes et de l'autre pour le prolétariat international, en tant qu'expressions et résultantes du rapport de forces entre les classes, et pour pouvoir déterminer les axes d'orientations et d'intervention des révolutionnaires.

La question du "cours historique"

« Il n'y a pas de cours historique qui mène nécessairement à la guerre ou à la révolution. Le monde ira vers la guerre ou la révolution, non pas parce que l'histoire est déjà écrite dans le Grand Livre, mais seulement comme le résultat de l'équilibre du pouvoir entre la classe dirigeante et la classe subordonnée » (*Dix ans...*). Nous sommes d'accord avec cela tel que c'est écrit.

La notion de *cours historique* est un des principaux débats entre deux des principaux courants de la Gauche communiste depuis le début des années 1970 : le PCint-Battaglia Comunista, puis le BIPR – aujourd'hui la TCI – et le courant incarné par le CCI historique. Le CCI formel d'aujourd'hui est totalement disqualifié pour participer à ce débat dans la mesure où il a liquidé le fondement même du concept de cours historique, l'alternative guerre ou révolution au profit d'une 3^e voie, celle de la décomposition, lors son 15^e congrès international de 2003⁴⁶. Le concept de cours historique vise à permettre aux groupes communistes, et au parti, de définir quelle est la dynamique dominante d'une période donnée, celle qui, en dernière instance, détermine le rythme et les enjeux du développement de la lutte des classes et sur laquelle ils peuvent établir des

46 . cf. le *Bulletin communiste* #21 de la Fraction interne du CCI : « La crise économique (...) continue à s'approfondir, mais contrairement à la période de 1968 à 1989, alors que l'issue de ces contradictions de classe ne pouvait être que la guerre ou la révolution, la nouvelle période ouvre la voie à une troisième possibilité : la destruction de l'humanité, non au travers d'une guerre apocalyptique, mais au travers d'une avance graduelle de la décomposition » (Résolution sur la situation internationale, CCI, 15^e congrès de 2003, http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b21/b21-2.php).

orientations et les mots d'ordre de leur intervention. Dans les années 1970, le CCI avait essayé de le reprendre mais sans en saisir toute la méthode. Il en avait adopté une position qui se basait sur la montée, réelle et enthousiasmante en soi, des luttes ouvrières suite à 1968. Elle définissait le cours historique, la perspective, comme étant « à la révolution ». La jeunesse et l'immaturation de la plupart des membres de cette organisation marqués par le mouvement étudiant de 1968 et le conseillisme, l'absence de lien "organique" avec les organisations de la Gauche communiste du passé tout comme l'absence de réappropriation théorique et politique de ce CCI naissant, ont fait que cette "prévision" fut largement comprise et présentée comme mécanique, automatique, et devint très rapidement un dogme pour nombre d'articles de sa presse et pour beaucoup de ses membres.

Ce n'est que suite aux conférences appelées par le PCint-BC et aux débats qui eurent lieu alors, et plus particulièrement grâce aux critiques de BC, que le CCI changea sa position de "cours à la révolution" en "cours aux affrontements massifs entre les classes" qui, selon leur issue, détermineraient et ouvriraient plus largement la dynamique dominante soit vers la guerre impérialiste généralisée, soit vers une période révolutionnaire. En adoptant ce changement, le CCI se rapprochait de la méthode marxiste en remettant la lutte des classes au centre de l'analyse et de l'intervention comme « *le seul critère valable [pour] évaluer l'équilibre du pouvoir entre les classes, les fondements économiques qui conditionnent leur existence, les idéologies qui les dominent et les signaux qui viennent de l'une ou de l'autre classe* » ainsi que le rappelle avec raison l'article de la TCI.

Il serait inutile aujourd'hui de défendre le label "cours historique" en soi. Ce qui nous intéresse ici est ce que l'article de la TCI avance sur cette question pour la période actuelle. Après avoir réaffirmé de nouveau qu'« *il n'y a pas de cours de l'histoire qui mènent d'un côté ou de l'autre* », il estime cependant que « *si nous nous aventurons aujourd'hui dans une hypothèse, sur la base des éléments actuels, nous devrions dire que la "solution" de la guerre est la plus probable* ». C'est précisément ce qu'il faut discuter et clarifier aujourd'hui pour pouvoir armer l'ensemble du camp prolétarien, des forces révolutionnaires, de la Gauche communiste et de ses organisations, des nouveaux sympathisants qui la rejoignent au niveau mondial, face à la situation qui vient – ou plutôt face à la situation qui s'ouvre – et aux responsabilités historiques et immédiates du *parti en devenir*. Par exemple, selon qu'on estime plus probable la perspective vers des confrontations de classe – ce que nous pensons et précisons ci-après – ou celle vers la guerre généralisée sans le préalable d'une déroute historique prolétarienne, ou bien encore si on a aucune

estimation, la compréhension du mouvement des gilets jaunes marqués par ses caractéristiques "nationalistes" et "populaires", risque fort de ne pas être la même : soit il exprime un moment d'éveil de grandes masses à la lutte prolétarienne et au combat contre le capital en France ; soit un moment de défaite idéologique du prolétariat et de marche à la guerre comme l'avait exprimé le surgissement similaire du drapeau tricolore français dans les manifestations ouvrières des années 1930. Inutile de dire ici l'importance de l'une ou l'autre compréhension pour l'orientation et l'intervention concrète des groupes communistes à développer dans un cas comme dans l'autre.

Quelle est la perspective la plus "probable" ?

Comment l'article argumente-t-il sa "plus grande probabilité" ? « *C'est le tableau, l'instantané qui nous fait dire que l'équilibre actuel du pouvoir entre les classes nous pousse à envisager la possibilité d'une guerre encore pire en terme d'intensité de destruction et d'implication des masses prolétariennes internationales. Mais les choses ne vont pas toujours comme la photo instantanée du moment le suggère. Sur une plus longue période, ce n'est pas l'image instantanée mais un film en cours qui pourrait changer l'histoire. En d'autres termes, l'équilibre du pouvoir entre les classes peut changer au cours des événements* ». Or, il nous semble là que l'article argumente, ou raisonne, à l'envers. La formule fonde la probabilité sur une *photo instantanée*, c'est-à-dire sur un moment immédiat et statique, et non sur le *film*, c'est-à-dire sur la dynamique, sur les faits en mouvement.

Pour notre part, il nous semble plutôt qu'il faut fonder la perspective la plus probable sur le *film* – même si nous n'en connaissons pas la fin – et non sur telle ou telle *photo instantanée* en tentant de rassembler l'ensemble des éléments de la situation historique, et en premier lieu, ceux de la lutte des classes. Nous pensons que la perspective "la plus probable" est celle de confrontations massives entre les classes et non celle d'une guerre impérialiste généralisée **avant ces confrontations de classe**. Pour dire le vrai, nous estimons que nous entrons directement dans cette *période* ou *phase*, ne serait-ce que parce que la classe capitaliste est contrainte, du fait de l'acuité de la crise et de l'actualité de la guerre impérialiste (en tant que perspective), de redoubler ses attaques économiques et politiques contre le prolétariat international. Selon la classe qui sortira "victorieuse" – en termes généraux et historiques – de ces affrontements, un des deux termes de l'alternative deviendra dominant et déterminera en grande partie et, surtout en dernière instance, la dynamique des événements.

Dans les deux cas, une dynamique, ou un processus, certes contradictoire, s'imposera et ne pourra être rompu

que par un "accident", une contingence quelconque, un facteur exogène au processus des événements eux-mêmes. Tout en rejetant toute vision automatique, on peut penser que dans le cas où le prolétariat subirait une série de défaites politiques et sanglantes significatives à l'image et aux dimensions de celles qu'il avait subies successivement dans les années 1920-1930 principalement en Allemagne, en Russie, puis en Espagne, il sera hautement improbable que la dynamique à la guerre soit brisée par une contingence quelconque. Par contre, il est clair pour nous que, dans le cas d'un prolétariat s'affirmant comme classe et offrant sa perspective révolutionnaire, la probabilité d'une rupture de cette dynamique resterait présente et devrait être une préoccupation constante, tout particulièrement du parti ⁴⁷.

Depuis la constitution de notre groupe en 2013, nous avons toujours essayé d'établir cette "probabilité" de... *cours historique*, non sur nos désirs et rêves ardents, mais sur un ensemble de faits matériels historiques – **et leur dynamique** – et sur lesquels nous ne pouvons pas revenir dans le cadre réduit de ces commentaires ⁴⁸. L'élément principal en est l'absolue nécessité pour les classes dominantes capitalistes d'imposer aggravation de l'exploitation du travail, misère croissante et répression violente pour répondre à l'impasse économique du capitalisme et préparer la guerre impérialiste généralisée. L'actuel mouvement des gilets jaunes en France tout comme la dynamique de *grève de masse* qui s'est développée tout au long de 2018 en Iran et en Irak, viennent, selon nous, confirmer tout particulièrement cette probabilité ou perspective. Non seulement parce qu'il s'agit de deux mouvements sociaux d'importance qui se sont opposés aux conditions misérables de travail et de vie que veut imposer le capitalisme, mais surtout parce qu'ils ont, de fait, objectivement et concrètement, affaibli de manière directe les capacités et les volontés... impérialistes de leur propre bourgeoisie. C'est ce que relève la TCI elle-même, la CWO, dans une introduction à un article sur les grèves en Iran au titre déjà significatif, *Iran : la guerre de classe contre les prétentions impérialistes* ⁴⁹: « *les travailleurs refusent simplement d'accepter plus longtemps qu'ils devraient faire des sacrifices pour les ambitions impérialistes de*

leurs dirigeants ».

C'est aussi le cas pour le mouvement des gilets jaunes en France. Et pourtant, ils ne cessent de brandir le drapeau tricolore et de chanter la Marseillaise à tue-tête ! Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Le crédit international de Macron est entamé, Trump et le président turc Erdogan s'en sont fait l'écho en le moquant, et sa voix portera moins. Mais surtout, son crédit est affaibli vis-à-vis des autres bourgeoisies européennes du fait que son engagement à passer d'autres "réformes", c'est-à-dire essentiellement les attaques contre la classe ouvrière comme une nouvelle sur les retraites et le traitement du chômage par exemple, est compromis par le recul qu'il a dû effectuer face aux gilets jaunes. Il va entraîner le non-respect des 3 % de déficit budgétaire imposé par l'Union Européenne – mesure qui par ailleurs est de moins en moins respectée en Europe – qui était pourtant un engagement de la bourgeoisie française en échange d'un engagement, matériel et concret celui-là, de la bourgeoisie allemande dans une politique de défense militaire européenne, en fait principalement franco-allemande, plus affirmée. C'est donc la politique impérialiste de la France qui est directement affaiblie.

Selon la situation historique et locale, le niveau du rapport de force entre capitalisme et prolétariat en général et localement est toujours directement ou indirectement en lien à la question de la guerre impérialiste. À ce titre, le prolétariat est un élément et un facteur plus ou moins conséquent et direct de la situation même lorsqu'il ne peut pas s'opposer frontalement, ou empêcher directement, la guerre.

Où se trouve notre divergence réelle avec l'article de la TCI ?

Néanmoins, notre divergence avec l'article sur cette question ne porte pas en soi sur la perspective la "plus probable", la guerre ou les confrontations massives entre les classes. Il y a, nous semble-t-il, une différence de méthode qu'il importe de relever car elle peut déboucher sur des divergences sur d'autres questions.

En premier lieu, l'article présente l'alternative historique de la manière concrète suivante : « *Soit le prolétariat mondial réussira à échapper aux chaînes du nationalisme, aux mille mécanismes de guerre que l'impérialisme déclenche chaque jour, soit l'explosion d'une des nombreuses bulles spéculatives – peut-être due à la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale – sera suffisante pour intensifier et généraliser le drame des guerres existantes et faire du monde un immense cimetière* ». Cette formule nous semble pour le moins maladroite. L'alternative historique et, encore plus le développement de la lutte prolétarienne, ne se pose pas dans ces termes. L'alternative n'est pas entre une prise de conscience préalable, réduite ici à celle des « *chaînes du nationalisme* », pour développer le combat

47 . Par exemple, on ne pouvait exclure de manière absolue que l'affrontement verbal de l'hiver 2017-2018 entre Trump et Kim Jong-un ait pu, **même si c'était hautement improbable**, dégénérer en un affrontement nucléaire se généralisant à partir de la Corée ce qui aurait alors, en tant que *contingence*, brisé la dynamique des événements vers des confrontations massives entre les classes...

48 . cf. les sommaires de notre revue (<http://igcl.org/-Revolutions-ou-Guerre->).

49 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2018-05-10/iran-class-war-against-imperialist-pretensions> : "Workers are simply refusing any longer to accept the notion that they should make sacrifices for the imperialist ambitions of their rulers"

prolétarien d'une part ; et d'autre part la crise intensifiant et généralisant la guerre. Car c'est à partir de la lutte contre la crise elle-même – quelles qu'en soient ses manifestations, y compris l'explosion d'une bulle spéculative – et ses effets et conséquences matériels, dont la guerre, que le prolétariat développera, développe, son combat et qu'il pourra, entre autres choses, se libérer des « chaînes du nationalisme » ; et non pas à partir d'une prise de conscience préalable sur celles-ci ou tout autre élément de l'idéologie bourgeoise.

Malheureusement, sans doute prisonnier de la formule précédente, l'article continue sur la même voie lorsqu'il affirme qu'« *il faut un parti international fort pour soustraire les salariés à la pensée dominante de la classe dirigeante, emplie de provincialisme, de nationalisme, de racisme : comme si ces manifestations de l'idéologie bourgeoise étaient toujours et en tout cas l'étoile polaire de toute l'humanité. Il est vital de saper et de démolir l'idéologie dominante de la classe dirigeante pour commencer à poser la question d'un choc frontal classe contre classe, pour présenter une alternative à ce système* » (nous soulignons les points qui nous semblent les plus significatifs). Mais du coup, le rôle du parti semble être réduit à éclairer, éveiller, la conscience des masses et à réussir à gagner celles-ci à l'influence de l'idéologie bourgeoise comme préalable « *au choc frontal classe contre classe* ». La formule, à son tour, est dangereuse car elle ouvre la porte à la vision de deux forces, l'idéologie bourgeoise et le parti, se disputant la conscience des masses ouvrières, le deuxième tout aussi extérieur à la masse réduite, elle, à n'être qu'un objet passif, ou une matière morte, sans dynamique de lutte propre. Elle renvoie à une compréhension statique du prolétariat que nous avons déjà relevée dans certains articles de la TCI⁵⁰. La question théorique clé est ici celle du processus même du développement de la lutte des classes, celle-là même que Rosa Luxemburg a mis en avant dans *Grève de masse, parti et syndicat*⁵¹, celle-là même que Trotsky a présenté dans son livre 1905⁵² et celle que Lénine a développé dans son *Rapport sur la révolution de 1905*⁵³ :

« *Des milliers d'ouvriers, non pas des social-démocrates, mais des croyants, de fidèles sujets du tsar, conduits par le pape Gapone, s'acheminent de tous les points de la ville vers le centre de la capitale, vers la place du Palais d'Hiver, pour remettre une pétition au*

tsar. (...) Les ouvriers incultes de la Russie d'avant la révolution ont prouvé par leurs actes, leur droiture de gens éveillés pour la première fois à la conscience politique. (...) Mais, en quelques mois, les choses changèrent du tout au tout. Les centaines de social-démocrates révolutionnaires furent "subitement" des milliers, et ces milliers devinrent les chefs de deux à trois millions de prolétaires (...). La Russie somnolente devint la Russie du prolétariat révolutionnaire et du peuple révolutionnaire. Il est nécessaire d'étudier cette transformation, de comprendre ce qui l'a rendue possible, d'analyser, pour ainsi dire, ses modalités et ses voies. La grève de masse en fut l'agent le plus puissant (...). L'enchevêtrement des grèves économiques et des grèves politiques a joué un rôle extrêmement original pendant la révolution. Il ne fait pas de doute que seule la liaison la plus étroite entre ces deux formes de grève pouvait assurer une grande force au mouvement ».

Cette compréhension dynamique de la lutte prolétarienne, de son développement sous-tend l'approche de la question des perspectives, du cours des événements, c'est-à-dire de l'évolution permanente du rapport de forces entre les classes, qu'il est nécessaire de tracer sans en faire un dogme absolu. Elle permet d'adapter l'activité, les orientations, l'intervention et les mots d'ordre des groupes communistes, du parti en devenir, demain du parti lui-même, pour en faire l'avant-garde politique effective du prolétariat en lutte au fur et à mesure où celle-ci se développe.

« *La social-démocratie est l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat. Elle ne peut ni ne doit attendre avec fatalisme, les bras croisés, que se produise une "situation révolutionnaire" ni que le mouvement populaire spontané tombe du ciel. Au contraire, elle a le devoir comme toujours de devancer le cours des choses, de chercher à le précipiter. Elle n'y parviendra pas en donnant au hasard à n'importe quel moment, opportun ou non, le mot d'ordre de grève, mais bien plutôt en faisant comprendre aux couches les plus larges du prolétariat que la venue d'une telle période est inévitable, en leur expliquant les conditions sociales internes qui y mènent ainsi que ses conséquences politiques. Pour entraîner les couches les plus larges du prolétariat dans une action politique de la social-démocratie, et inversement pour que la social-démocratie puisse prendre et garder la direction véritable d'un mouvement de masse, et être à la tête de tout le mouvement au sens politique du terme, il faut qu'elle sache en toute clarté et avec résolution, fournir au prolétariat allemand pour la période des luttes à venir, une tactique et des objectifs » (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906⁵⁴).*

RL, janvier 2019

50 . cf. *Révolution ou Guerre #10 : Quelques commentaires sur le texte de la TCI* (<http://igcl.org/Quelques-commentaires-et>).

51 . https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve.htm.

52 . <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/1905/1905somm.htm>.

53 . <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/01/vil19170122.htm>.

54 . https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve6.htm.

Réponse de la TCI (8 février 2019)

Au moment de boucler ce numéro de la revue, nous avons reçu une réponse de la TCI suite à l'envoi préalable de nos commentaires. Il nous semble d'autant plus important de la publier sans attendre – avec l'accord de la TCI – qu'elle apporte des précisions politiques permettant de clarifier quels sont les accords et désaccords.

Chers camarades,

Nous croyons que votre critique de l'article est affaiblie par des idées préconçues qui vous ont amené à lire ce qui n'est pas et à dénaturer ce qui est. De plus, il y a le style habituel du CCI dont vous n'arrivez pas à vous débarrasser.

Nous ne sommes pas du tout intéressés par les erreurs commises par le CCI en ce qui concerne le cours historique. Comme nous le disons dans le texte, il n'y a pas de cycles prédéterminés, mais seulement les rapports de force entre les classes qui déterminent un cycle plutôt qu'un autre. Juste une précision : l'erreur de formule selon laquelle le cours historique allait vers la révolution n'était pas seulement due à la surestimation de 1968 mais dans le fait d'avoir confondu le stalinisme, le maoïsme et le petit-bourgeois étudiant, qui dominaient à l'intérieur, comme un moment politique de toute façon "positif" du fait de la lutte et qui, au bon moment, aurait laissé la place au véritable internationalisme prolétarien grâce à un chemin déjà balisé par le saint Esprit. L'approche idéaliste habituelle.

Mais allons droit au but. Vous nous accusez de concevoir la future "guerre mondiale" comme une généralisation des épisodes de guerre locale. Dans l'état actuel des choses, nous avons utilisé le terme généralisation des foyers de guerre comme une transition possible vers une guerre générale qui prévoit d'abord l'expansion de ce qui existe déjà, pour ensuite passer à une confrontation directe et générale (mondiale). Nous avons délibérément utilisé un synonyme de guerre mondiale parce que ce terme, trop souvent employé de manière abusive, doit être utilisé avec parcimonie car la prochaine guerre, s'il y en a une, sera différente des deux autres par les fronts, par leur nombre, par les méthodes de guerre et, surtout, par la participation des masses. Par conséquent, la guerre mondiale ou la guerre généralisée indique une confrontation directe entre les acteurs impérialistes. Mais aujourd'hui, pour le moment, nous en sommes encore à la première phase. Vous nous avertissez en disant qu'il y a une grande différence entre une série de guerres locales où les impérialismes ne s'affrontent pas directement et une autre où l'affrontement meurtrier est direct. Nous savons tous qu'une guerre mondiale, banalement, implique un choc direct des impérialismes et pas seulement une série de guerres par procuration, ce n'est pas par hasard que nous avons utilisé l'adjectif "bizarre" (que vous avez évidemment oublié) pour accompagner le concept de guerre mondiale. C'est bizarre précisément parce qu'aujourd'hui les grands impérialismes qui entretiennent les guerres ne s'affrontent pas directement comme dans les deux épisodes précédents de guerre mondiale. Leur comportement se rapporte plus à celui de la "guerre froide" qu'à celui d'une guerre directe et généralisée. Par conséquent, la guerre généralisée peut être synonyme de guerre mondiale à ne pas confondre, évidemment, avec des épisodes de guerre locale même si les acteurs impérialistes sont toujours les mêmes. Mais nous sommes là dans la polémique pour la polémique.

Deuxième point en question. Photo ou film. L'article dit simplement qu'en l'état actuel des choses (l'équilibre des forces entre les classes), le plus probable serait une solution de guerre, mais il ajoute que les choses peuvent changer (ce n'est pas par hasard que nous donnons l'exemple de la révolution russe née au cours de la Première Guerre mondiale), et c'est sur cette perspective que nous entendons travailler et non sur la première, alors que vous continuez à nous attribuer la vision statique de la photo et non du film, faisant de la première métaphore le sujet sur lequel intervenir de manière polémique, ignorant de manière coupable la seconde sur laquelle nous projetons l'analyse de tout notre article et non seulement de celui-ci.

Quand nous disons que la solution la plus probable aujourd'hui, avec les rapports de force actuels, est la guerre, nous n'excluons pas qu'une reprise de la lutte de classe en devenir, et seulement elle, peut renverser les rapports de force actuels et ouvrir la voie à un processus de confrontation dont les résultats ne sont jamais prévisibles. Seule la lutte de classe, la lutte prolétarienne, peut donner, sous certaines conditions, un changement dans les rapports de force entre les classes.

Sur le troisième point, nous pensons qu'il s'agit d'une mystification. Nous allons répondre brièvement parce que nous ne voulons pas argumenter une fois de plus ce que nous avons dit mille fois dans d'autres documents. Prendre une phrase et la déformer dans un seul sens n'est pas correct. « "Soit le prolétariat mondial réussira à échapper aux chaînes du nationalisme, aux mille mécanismes de guerre que l'impérialisme déclenche chaque jour, soit l'explosion d'une des nombreuses bulles spéculatives – peut-être due à la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale – sera suffisante pour intensifier et généraliser le drame des guerres existantes et faire du monde un immense cimetière". Cette formule nous semble pour le moins maladroite »⁵⁵.

55 . Passage de nos commentaires dans lesquels nous citons un extrait de l'article de la TCI, note du GIGC.

"Maladroite", votre interprétation ne l'est pas du tout. Ici nous voulons juste dire que dans la phase actuelle de crise du capitalisme mondial, l'éclatement d'une bulle spéculative suffit à aggraver la situation économique, à engendrer de nouvelles guerres et leur généralisation ; c'est le viatique pour une troisième guerre mondiale (guerre généralisée et non plus généralisation des épisodes de guerre). Mais si le prolétariat international ne se libère pas du poids de l'idéologie bourgeoise, suivra inévitablement "son" impérialisme. Mais nous ne nous attendons pas à ce que cette prise de conscience du prolétariat puisse se faire spontanément (la grande illusion). Tout cela est expliqué dans la conclusion de l'article. Ce n'est qu'avec la présence d'un parti de classe révolutionnaire et communiste qu'il est possible que les mouvements spontanés, qui pourront s'exprimer avec plus de fréquence et d'intensité avec l'aggravation de la crise, soient le terrain de l'intervention du parti lui-même et de la maturité politique des masses. Ce sont les luttes qui, avec la direction du parti, transcendent sur le terrain politique et démantèlent les fondements de l'idéologie bourgeoise, comme le nationalisme, comme la guerre "nécessaire" pour exporter la démocratie et comme toutes ces inepties que chaque bourgeoisie élabore pour faire monter le prolétariat dans le train de ses intérêts. Nous n'attendons pas que les masses se débarrassent spontanément du nationalisme, rejettent la guerre plutôt que le racisme, nous disons que cela peut se faire sur la base d'une reprise forte de la lutte de classe menée par le parti de classe. Dans notre histoire, nous avons toujours combattu l'idéalisme du CCI tout comme aussi le mécanisme d'un certain bordiguisme qui représentaient les pôles opposés sur ces questions.

Ce n'est que si la classe bouge, même si elle est confuse, sans objectifs politiques, en restant dans le cadre des revendications, que les avant-gardes politiques (le parti en devenir) peuvent donner une perspective politique anticapitaliste.

Enfin, c'est une invention pure que nous concevions la fonction du parti uniquement comme un élément de clarification, tout comme c'est une autre invention que de nous attribuer l'idée que le choc révolutionnaire est entre la bourgeoisie et le parti de classe. Ici aussi, nos publications politiques, vieilles de 70 ans, ont lutté contre l'idéalisme de la maturation autonome de la conscience de classe (voir toujours le CCI) et contre la vision autoritaire du parti bordiguiste (substitutionniste), préfiguration du socialisme, infaillible et prêt pour sa dictature. Notre effort dialectique, si vous nous le permettez, est que le parti est l'instrument politique de la lutte de classe, le détenteur d'une tactique et d'une stratégie, le porteur d'une conscience anticapitaliste et d'une alternative sociale qui ne naît pas spontanément des luttes revendicatives. Mais c'est dans ces luttes revendicatives que le parti doit intervenir pour jouer son rôle de point de référence politique.

En conclusion, nous n'avons jamais soutenu une vision statique du prolétariat comme s'il était un sujet passif. Nous croyons que sans une reprise autonome (des syndicats et des soi-disant partis de gauche) de la lutte de classe, aucun parti ne peut mener à bien la révolution ; tout comme aucun mouvement de revendication contre la bourgeoisie, même s'il est dur et prolongé, ne peut quitter les schémas bourgeois et le cadre économique capitaliste sans la présence du parti de classe qui le conduit vers la victoire sur l'État capitaliste.

Mais ce sont de vieilles discussions que nous avons déjà eues en partie, mais qui resteront pour marquer nos approches sur la question du rôle du parti, sur la conscience de classe et sur le cadre dialectique de la relation parti-classe. À cet égard, nous vous proposons un passage d'Onorato Damen, qui nous semble particulièrement clair.

« La formation et la modification de la conscience humaine, sa transformation en volonté et en action, est le reflet au niveau de la vie sociale et politique de ce qui se passe dans le sous-sol de l'économie en un lien entre les facteurs déterminants et le monde déterminé de la superstructure, qui à son tour effectue l'action en retour sur la base comme un élément indispensable pour la réalisation de tout événement historique. Il n'existe pas de schéma géométrique ou de calcul arithmétique qui puisse mettre fin à ce lien entre le monde qu'il détermine et le monde déterminé dans une formule toujours vraie et toujours valable, quelle que soit la poussée venant du sous-sol de l'économie et quels que soient les événements de la superstructure.

Dans notre cas, une condensation adéquate et opportune de la conscience révolutionnaire et de la volonté d'agir ne correspond pas toujours aux conditions objectives. La crise du premier après-guerre en Allemagne et en Italie a fourni la démonstration tragique d'un prolétariat instinctivement conduit à la compréhension de la nécessité de la lutte pour le pouvoir et auquel est venue à manquer la direction révolutionnaire. L'histoire des luttes ouvrières est pleine d'exemples de situations favorables face auxquelles le prolétariat perd à chaque fois l'autobus de la révolution à cause de la présence d'un Parti qui n'est pas adapté à sa tâche de direction.

C'est là que se trouve le point central, non seulement de l'interprétation dialectique, mais aussi de la nature et de la fonction du Parti de classe » (Onorato Damen 1952 Dalle "Cinque lettere" ⁵⁶).

Saluts fraternels, la TCI (8 février 2019).

56 . Traduit par nous de l'italien.

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex' communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les

comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.